

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 2 mars 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°583 ■

Contribution

Le climat des affaires en Algérie : Entre contraintes et opportunités

Par Rachid Meksen P 5

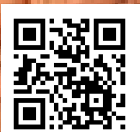
PREMIER JOUR DU RAMADHAN 2025/PRODUITS ALIMENTAIRES

Le marché bien approvisionné

P 3

Produits de la pêche et de l'aquaculture
Ouverture de plus de 200 points de vente directe

P 3



RSE ALGERIA AWARDS 2025

Onze entreprises distinguées P 2

FORMATION PROFESSIONNELLE

Un tremplin vers l'entrepreneuriat et l'excellence P 4

FORMATION AUX MÉTIERS MINIERES

Sonarem prévoit de lancer une école d'ici fin 2026 P 16

CONTRAT SONATRACH-SINOPEC

Alnaft reçoit une
délégation de la
compagnie chinoise

Une délégation de la société chinoise Sinopec a été reçue, avant-hier à Alger, par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), en présence de son président, Mourad Beldjehem, pour discuter des prochaines étapes du contrat signé entre Sonatrach et la compagnie chinoise pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures dans la zone d'exploration de Hassi Berkane Nord, indique un communiqué d'Alnaft. "Lors de cette rencontre, les deux parties ont discuté des prochaines étapes opérationnelles, notamment en matière de planification des travaux d'exploration et d'évaluation du potentiel pétrolier et gazier de la région. Les échanges ont également porté sur les meilleures pratiques en matière de technologies d'exploration et de développement durable, dans le respect des normes environnementales en vigueur", précise la même source. A cette occasion qui marque "une nouvelle étape dans le renforcement de la coopération énergétique entre l'Algérie et la Chine", M. Beldjehem a "réitéré l'engagement d'Alnaft à soutenir ce projet ambitieux, qui s'aligne avec les objectifs nationaux de maximiser la valorisation des ressources en hydrocarbures et d'attirer des investissements étrangers dans le secteur énergétique", ajoute Alnaft. Constituant "une nouvelle étape dans le renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et la Chine, tout en ouvrant des perspectives prometteuses pour le développement du secteur énergétique algérien", la visite de la délégation de haut niveau de Sinopec, intervient suite à la signature récente du contrat stratégique entre Sonatrach et Sinopec pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures dans la zone d'exploration de Hassi Berkane Nord. Conformément à la loi sur les hydrocarbures en vigueur, la signature dudit contrat est intervenue suite à l'accord marqué par Alnaft, ainsi que l'acte d'attribution sur le périmètre Hassi Berkane Nord délivré à Sonatrach et Sinopec, en date du 19 février 2025.

Par R. E.

LE DIGITAL POWER

Une révolution numérique au
service de la Transition Énergétique

Par Abderrahmane Hadeff (*)

Dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique et la nécessité d'une transition énergétique accélérée, l'intégration des technologies numériques dans la gestion de l'énergie devient un levier incontournable. Le concept de Digital Power émerge ainsi comme une approche innovante, combinant l'intelligence artificielle, l'Internet des objets (IoT), le cloud computing et la blockchain pour optimiser la production, la distribution et la consommation énergétique. Alors que les grandes économies investissent massivement dans ces solutions pour améliorer l'efficacité énergétique et intégrer davantage d'énergies renouvelables, quelle place pour l'Algérie dans cette dynamique ?

Qu'est-ce que le Digital Power ?

Le Digital Power désigne l'ensemble des technologies et solutions numériques appliquées à la gestion des systèmes énergétiques. Son objectif principal est de maximiser l'efficacité énergétique, d'optimiser l'intégration des sources renouvelables et de garantir une gestion intelligente et résiliente du réseau électrique. Les principaux piliers du Digital Power incluent : L'Intelligence Artificielle (IA) : permettant une analyse avancée des données énergétiques pour optimiser la production et la consommation en temps réel. L'Internet des objets (IoT) : facilitant la connectivité et le suivi des équipements énergétiques pour une gestion prédictive et réactive. Le cloud computing et l'edge computing : offrant des capacités de stockage et de traitement de données massives pour une meilleure prise de décision. La blockchain : garantissant la traçabilité et la sécurisation des transactions énergétiques, notamment dans les micro-réseaux

et les échanges entre producteurs et consommateurs. Ces innovations se traduisent par des applications concrètes telles que les réseaux électriques intelligents (smart grids), la gestion optimisée du stockage d'énergie, et la réduction des pertes énergétiques.

Tendances mondiales et cas d'application

À l'échelle mondiale, le Digital Power connaît une adoption croissante avec des initiatives pilotées par des entreprises de premier plan : Huawei Digital Power investit dans les solutions de data-driven energy management pour améliorer l'efficacité énergétique dans les industries et les villes. Siemens et Schneider Electric développent des solutions d'automatisation et d'optimisation des réseaux électriques grâce à l'IA et aux capteurs intelligents. Telsa, avec ses batteries Powerwall et ses solutions de gestion de l'énergie, intègre des algorithmes avancés pour maximiser l'autoconsommation solaire. Les politiques énergétiques des grandes puissances s'orientent également vers le Digital Power. L'Union européenne, à travers son programme "Fit for 55", met l'accent sur l'intégration de réseaux intelligents. La Chine, de son côté, déploie des "Energy Internet", combinant IA et big data pour moderniser ses infrastructures énergétiques.

Projections et opportunités pour l'Algérie

L'Algérie, avec son potentiel en énergies renouvelables et son engagement dans la transition énergétique, doit saisir l'opportunité offerte par le Digital Power. Quelques axes stratégiques méritent une attention particulière : 1. Modernisation du réseau électrique Intégrer des solutions de smart grids pour améliorer la stabilité du réseau et réduire les pertes techniques.

Développer des centres de gestion basés sur l'analyse des données en temps réel.

2. Optimisation de la production et la consommation énergétique

Encourager l'adoption de l'IoT et de l'IA dans les industries pour réduire les gaspillages énergétiques. Déployer des plateformes numériques pour le suivi et l'optimisation de la consommation domestique et industrielle.

3. Intégration des énergies renouvelables

Mettre en place des systèmes de gestion intelligents pour maximiser la production solaire et éolienne en fonction de la demande. Encourager l'auto-production et le stockage intelligent via des solutions de batteries connectées.

4. Création d'un cadre réglementaire adapté

Encourager les investissements dans les infrastructures numériques pour l'énergie. Développer des incitations pour l'adoption des nouvelles technologies énergétiques. En conclusion, le Digital Power représente une opportunité majeure pour moderniser le secteur énergétique et accélérer la transition vers un modèle plus durable et résilient. Si l'Algérie capitalise sur ces innovations, elle pourra non seulement optimiser son mix énergétique, mais aussi renforcer son attractivité en tant que hub énergétique en Afrique et en Méditerranée. Cependant, cette transformation nécessitera des investissements ciblés, des partenariats stratégiques et une vision intégrée combinant innovation technologique et politique énergétique ambitieuse. En embrassant pleinement l'ère du Digital Power, l'Algérie pourrait ainsi franchir un cap décisif vers une transition énergétique réussie et durable.

(*)Senior Expert en développement économique, Numérique, Énergie et diplomatie économique

RSE ALGERIA AWARDS 2025

11 entreprises distinguées

Onze (11) entreprises ont été distinguées, à Alger, pour leurs efforts déployés en matière de responsabilité sociétale dans le cadre de la première édition du Prix "RSE Algeria Awards 2025". Les prix ont été attribués lors d'une cérémonie organisée à l'issue du Forum algérien de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), organisé les 25 et 26 février en cours, par l'incubateur DZ Hadina Tech, sous le parrainage du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie. Le Prix "RSE Algeria Awards 2025" est une distinction décernée aux entreprises qui démontrent un engagement exceptionnel en

matière de RSE et vise à promouvoir les initiatives innovantes et significatives qui contribuent à un développement durable et à un impact positif sur la société et l'environnement en Algérie. Ces entreprises algériennes ont été sélectionnées par un comité scientifique composé d'experts en management qualité et de RSE, parmi 36 entreprises inscrites sur la plateforme dédiée. Ces prix, récompensant plusieurs catégories de responsabilité sociétales, ont été attribués à des entreprises issues des secteurs publics et privés activant dans plusieurs domaines d'activités, notamment l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire, les télé-

communications, la téléphonie et l'industrie de transformation. Parmi les entreprises distinguées figurent, le groupe Algérie Télécom, les Laboratoires Frater-Razes, le groupe Optimum Telecom Algérie "Djezzy", l'opérateur de la téléphonie mobile, Watania Telecom Algérie "Ooredoo", la Fondation Inaya du groupe Madar Holding, la fromagerie Bel Algérie et l'entreprise Young Creators. Lors de la même cérémonie, un prix un été attribué également à la start-up algérienne "Bright White" qui a remporté la finale du concours "Energy Open Innvovation Challenge", destiné à sélectionner des porteurs de projets et

des solutions innovantes pour les défis du secteur énergétique. S'exprimant à l'APS, le cofondateur de l'incubateur DZ Hadina Tech, Abdelfetah Benamar, a souligné que le Prix "RSE Algeria Awards 2025" constitue un "véritable label pour ces entreprises distinguées qui va leur permettre de les faire valoir à l'échelle nationale et internationale en matière d'actions et efforts déployés en innovation RSE". "Les prix attestent que ces entreprises distinguées respectent les normes et les exigences en matière de sécurité, de santé de travail, d'environnement et d'innovation", a-t-il encore soutenu.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PREMIER JOUR DU RAMADHAN 2025/PRODUITS ALIMENTAIRES

Le marché bien approvisionné

Ce samedi 1er mars 2025 marque le début du mois sacré du Ramadan, dans notre pays, un moment de grande ferveur religieuse ou nous entamons 30 jours de jeûne, de prière et de partage. Comme chaque année, ce mois représente bien plus qu’une simple abstinence alimentaire : il incarne un temps de recueillement, de discipline, et de générosité envers les plus démunis. Et pour un mois sacré sans pénuries, les pouvoirs publics ont pris les devants, par des dispositions spéciales, et une baisse significative sur plus de 800 produits.

Par Réda Hadi

Ces mesures concernent les fruits et légumes, les viandes rouges et blanches, les produits laitiers, les pâtes, l’huile, le sucre et les légumineuses, ainsi que divers produits ménagers et électroménagers. Cette démarche volontaire des entreprises économiques, qui ont fait baisser leurs prix, reflète un esprit patriotique et solidaire envers les consommateurs. A ce sujet, le ministre du commerce a également encouragé les commerçants à participer activement aux marchés de proximité mis en place spécialement pour le Ramadan, afin d’assurer une meilleure distribution des produits et d’éviter la spéculation qui, chaque année, provoque une flambée des prix à l’approche du mois sacré. Or c’est justement cette spéculation qui gangrène la vie de nos compatriotes. Dans les principaux marchés de la capitale, hormis les points officiels de points de vente, agréée par l’Etat, les prix n’obéissent à aucune logique, et sont loin des mesures prises par le gouvernement. Une virée

dans des marchés de la capitale a suffi pour faire le constat en ce premier de Ramadhan. Une hausse significative des prix des fruits, légumes et viandes est en effet constatée. Une situation qui suscite l’inquiétude des consommateurs, selon lesquels cette flambée des prix pèse sur le budget des ménages.

Légère hausse des prix des fruits et légumes

Au marché de la cité 8 Mai 45 de Bab-Ezzouar, les prix des légumes de base ont, en effet, connu une augmentation notable ces derniers jours. La pomme de terre et la tomate, deux produits essentiels dans la cuisine algérienne, sont vendues à 120 DA/kg. L’oignon, quant à lui, est cédé à 80 DA, tandis que la courgette et le concombre, généralement plus accessibles, sont proposés à pas moins de 180 DA/kg. D’autres légumes ont également suivi cette tendance haussière. Le fenouil, légume de saison, et la betterave sont désormais vendus à 120 DA/kg, tandis que l’aubergine, se vend actuellement entre 160 et 180 DA.

Cette hausse des prix ne concerne pas uniquement les légumes. Les fruits sont également touchés, et parfois de manière plus marquée. La banane, l’un des fruits les plus prisés par les consommateurs, a atteint les 500 DA/kg, voire plus. Un coût jugé excessif par l’ensemble des citoyens. Quant à la viande qu’elle soit rouge ou blanche, les prix ont atteint des records, au point où la viande ovines locale, est proposée à plus de 3000 Da le kilo. Le foie bovin est proposé à6500 DA le kilo ! Une situation qui a fait dire à un chaland, qu’on marche sur la tête. Il est à noter que, sur ce point, l’État a importé des quantités importantes de viandes rouges, avec un prix plafonné à 1 200 DA/kg pour la viande bovine et 2 000 DA/kg pour la viande ovine. Contrairement à l’année précédente, cette viande est disponible en quantité suffisante à travers les quatre coins du pays. En somme, ce début de Ramadhan 2025 a été marqué par une «stabilité» des prix et moins de tensions sur le marché par rapport aux années précédentes.

APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS DE BASE

Le ministère du Commerce mobilisé

Par Mourad A.

Durant le mois de Ramadan, période de forte consommation, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché a déployé un ensemble de mesures visant à garantir un approvisionnement fluide en produits de base sur le marché national. Cette initiative a été mise en place pour anticiper toute perturbation et garantir la disponibilité des produits essentiels, a souligné Belkacem Younes, directeur central au sein du ministère. Lors de son passage sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Belkacem Younes a indiqué que le ministère a engagé une série de concertations avec les acteurs des secteurs concernés, dès le mois de septembre dernier, dans l’objectif de prévenir toute difficulté d’approvisionnement en produits de grande consommation. Cette démarche s’inscrit dans le cadre des directives émises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors des précédents Conseils des ministres. Dans ce contexte, 578 marchés de proximité ont été ouverts à travers le pays, impliquant plus de 8 300 commerçants afin de faciliter l’accès des citoyens aux denrées essentielles à des prix raisonnables. "Nous avons tenu plusieurs réunions avec les producteurs, les importateurs et les associations de protection des consommateurs afin de trouver des solutions efficaces pour garantir une disponibilité permanente des produits de base », a-t-il précisé. Pour faire face à la demande accrue pendant le Ramadan, des efforts ont également été faits pour augmenter les quantités de

plusieurs produits stratégiques. Parmi les mesures prises, la production d’huile alimentaire a été doublée, passant de 1 800 tonnes par jour à 3 250 tonnes. "Nous avons mobilisé toutes les unités de production pour maximiser leur capacité et nous surveillons de près les stocks afin d’éviter toute pénurie", a-t-il ajouté. Le secteur de la viande rouge fait également l’objet d’une surveillance renforcée. Les importateurs ont été tenus de respecter leurs engagements en matière de délais de livraison. À l’heure actuelle, le stock de viande rouge s’élève à 15 653 tonnes, et 5 280 tonnes supplémentaires sont attendues dans les jours à venir. Des mécanismes stricts ont été mis en place pour réguler l’entrée des viandes importées et assurer des prix accessibles, avec un tarif maximal de 1 350 DA pour le kilogramme de carcasse bovine, et 1 200 DA/kg pour la viande sous vide. "Nous avons mis en place des mécanismes stricts pour contrôler l’entrée des viandes importées et fixer des prix accessibles", a précisé Belkacem Younes. Concernant la semoule, sa production est maintenue à 20 % de la capacité des minoteries pour prévenir toute rupture d’approvisionnement. Les laiteries bénéficient également d’un soutien renforcé pour assurer une production suffisante de lait en sachet, un produit essentiel pour de nombreuses familles. "Nous avons pris des mesures exceptionnelles pour garantir un approvisionnement continu en lait, car nous savons que c’est un produit essentiel pour de nombreuses familles", a-t-il ajouté. En ce qui concerne le café, un produit

phare du Ramadan, un plan de stockage et d’importation a été mis en place pour répondre à l’augmentation de la demande. Avec une consommation mensuelle estimée à 11 000 tonnes, le ministère dispose actuellement d’un stock de 8 650 tonnes, auquel s’ajouteront 19 524 tonnes importées en mars et 6 145 tonnes supplémentaires à la fin du mois de février. "Le marché a connu une certaine tension sur le café ces dernières semaines, mais nous avons réagi rapidement en autorisant des importations supplémentaires pour éviter toute rupture", a rassuré le responsable. Les autorités ont également mis en place des mesures strictes pour lutter contre la spéculation et les hausses illégales de prix. Des sanctions sévères sont prévues pour les commerçants enfreignant la réglementation. Plus de 3 300 interventions ont déjà été menées, aboutissant à la fermeture de plusieurs commerces en infraction. "Nous ne tolérerons aucune forme de spéculation. Tout commerçant pris en flagrant délit de hausse abusive des prix sera poursuivi et ses marchandises seront saisies", a averti le directeur général au sein du ministère. Grâce à ces mesures préventives, les autorités visent à garantir aux citoyens un accès suffisant et abordable aux produits essentiels tout au long du mois de Ramadan, en assurant une régulation efficace du marché et en luttant contre toute forme de déséquilibre. "Notre objectif est clair : permettre à chaque Algérien de passer un mois de Ramadan serein, sans inquiétude quant à la disponibilité des produits de première nécessité", a conclu Belkacem Younes.

PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE
Ouverture de plus de 200 points de vente directe

Plus de 200 points de vente directe des produits halieutiques et aquacoles ont été ouverts à travers le territoire national à l’occasion du mois de Ramadhan, dans le but de contribuer à l’approvisionnement du marché et de réguler les prix, a indiqué un responsable du ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. "Ces espaces commerciaux incluent plus de 150 points de vente directe, du producteur au consommateur, conventionnés avec la Chambre algérienne de pêche et d’aquaculture, et plus de 50 points de vente affiliés à l’Office national des aliments du bétail (Onab)", a précisé, à l’APS, le directeur du contrôle des produits de la pêche et des produits aquacoles et de la régulation du marché au ministère, Abderrahmane Hantour. Selon les précisions de M. Hantour, l’initiative concerne principalement la dorade (grande et petite), proposée à un prix d’environ 1250 DA/kg, ainsi que le tilapia rouge, dont le prix ne dépasse pas 600 DA/kg. Divers produits en conserve, tels que le thon et la sardine, sont également proposés à des prix d’usine, selon le responsable. La nouveauté de cette année réside dans "l’adhésion de l’Onab à cette initiative, qui, depuis deux mois, vend des produits de la pêche et de l’aquaculture via ses points de vente directe situés dans le centre, l’est et l’ouest du pays, conformément aux instructions du ministre du secteur, Youcef Chorfa, dans le cadre des préparatifs pour le mois sacré". "Cette mesure, qui se poursuivra toute l’année, a été bien accueillie par les citoyens", a-t-il fait observer. Depuis début février, plusieurs centres commerciaux, notamment à Alger et Blida, sont également impliqués dans cette initiative. M. Hantour a souligné l’intention des pouvoirs publics d’"étendre progressivement cette opération aux autres wilayas et tout au long de l’année". Dans le même contexte, il est prévu que certains points de vente directe de l’Algérienne des viandes rouges (Alviar) participent à cette initiative, en plus de la mise à disposition d’un camion mobile pour la vente de produits de la pêche et de l’aquaculture. Le camion mobile circulera dans différentes communes de la capitale pendant le mois de Ramadhan, a assuré M. Hantour, soulignant que ces mesures permettront à un plus grand nombre de citoyens d’acheter des poissons frais produits localement à des prix compétitifs grâce à un approvisionnement direct du producteur au consommateur. Compte tenu de la forte demande pour ces produits, notamment le tilapia rouge, et afin d’assurer un approvisionnement régulier du marché tout en diversifiant l’offre de produits halieutiques et aquacoles, le ministère œuvre à augmenter la production, en particulier pour combler les périodes de faible activité de la pêche.

BATNA

Convention-type tripartite entre l’annexe locale de l’emploi, la direction de la formation professionnelle et une entreprise privée

Une convention-type tripartite a été signée, à Batna, entre l’annexe locale de l’emploi, la direction de la formation professionnelle et un groupe industriel privé basé à Barika, ont indiqué, samedi, les responsables des deux administrations publiques citées. La convention, qui bénéficie aux bénéficiaires de l’allocation chômage se trouvant en formation, améliorera les chances de ces derniers de s’insérer dans le monde du travail, a-t-on ajouté. Placée sous l’égide du wali de Batna, Mohamed Benmalek, et du wali délégué de Barika, Saïd Bou Eddehab, la convention permettra d’intégrer pour une durée indéterminée 60 bénéficiaires de l’allocation chômage au sein de ce groupe privé élisant domicile à Barika et spécialisé dans la fabrication de produits en mousse, selon le responsable de l’annexe de l’emploi, Malki Lakhloufi. Le même responsable a ajouté que les personnes concernées ont été invitées à suivre une formation au complexe sous la supervision de la direction de la formation et de l’enseignement professionnels, tout en conservant leur allocation jusqu’à la fin de leur formation d’une durée variant entre 3 et 6 mois, avant de recevoir un certificat attestant de cette formation et de bénéficier d’un poste de travail au sein du groupe. "Il s’agit du premier contingent de bénéficiaires de l’allocation chômage et suivant un cursus de formation à être directement intégrés dans le monde du travail après l’achèvement de leur formation", a ajouté M. Lakhloufi, affirmant que cette "expérience pilote" sera bientôt élargie à d’autres entreprises ayant fait part de leur intérêt à cette formule initiée localement, fruit des efforts concertés de plusieurs parties soutenues par les autorités locales. De son côté, le directeur de la formation et de l’enseignement professionnels, Saïd Bellout, a souligné que la convention vise à accompagner les entreprises économiques en mettant l’accent sur la formation en tant que facteur clé dans l’émergence de compétences et la fourniture d’une main-d’œuvre qualifiée répondant aux besoins du marché local. Pour rappel, la wilaya de Batna avait organisé, en fin de semaine dernière, sous la présidence du chef de l’exécutif local, une rencontre sur "l’investissement et l’emploi local, réalités et perspectives", donnant lieu à plusieurs ateliers consacrés à divers sujets en lien avec "l’amélioration des opportunités d’investissement" et à "la création d’emplois".

Par R E

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,34	-1,18	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 391,00	2395,00	0,17	0,52	3,51	7,19	7,52	1908	4 569 660,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 270,00	NC	0,00	0,16	-0,37	11,94	5,51	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,97	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	404,00	NC	0,00	-0,18	-9,69	2,03	-	0	0,00

FORMATION PROFESSIONNELLE

Un tremplin vers l’entrepreneuriat et l’excellence

La formation professionnelle en Algérie se positionne comme un levier stratégique pour l’insertion socio-économique des jeunes. Le ministère de la Formation et de l’Enseignement professionnels a mis en place plusieurs initiatives afin de moderniser le secteur, de renforcer l’entrepreneuriat au sein des établissements et de concrétiser un projet d’envergure : le lancement du baccalauréat professionnel, a annoncé le ministre Yacine El Mahdi Oualid.

Par Mourad A.

Dans une optique de réforme en profondeur, la carte nationale de la formation professionnelle est en cours de refonte pour mieux répondre aux besoins du marché du travail, a indiqué Yacine El Mahdi Oualid lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Cette mise à jour, prévue pour la période 2025-2030, inclut l’ajout de nouvelles spécialités en lien avec les secteurs porteurs, tels que le digital, le BTPH (bâtiment, travaux publics et hydrauliques) et l’industrie. En parallèle, la digitalisation a permis des avancées significatives, notamment dans la gestion des inscriptions et des offres de formation. « Lors de la dernière rentrée, 251 000 jeunes ont pu s’inscrire en ligne sans avoir à se déplacer », a-t-il précisé. En collaboration avec le ministère du Travail et d’autres institutions, la formation professionnelle s’adapte davantage aux exigences du marché en réduisant le nombre de places dans les secteurs saturés, tels que l’administration et la gestion, au profit de métiers en forte demande. Afin de transformer les centres de formation en véritables incubateurs d’entreprises, des mesures ambitieuses ont été adoptées. Désormais, les jeunes porteurs de projets peuvent domicilier leurs entreprises au sein des établissements de formation et utiliser leurs infrastructures et équipements pendant une année après l’obtention de leur diplôme. « Ce dispositif vise à accompagner les jeunes entrepreneurs dans les premières étapes de la création de leur activité et à renforcer l’employabilité des diplômés du secteur », a expliqué le ministre. De plus, des centres de développement de l’entrepreneuriat ont été créés en partenariat avec les institutions de soutien aux startups et aux porteurs de projets. Ces structures offrent aux jeunes une formation sur les compétences entrepreneuriales et les accompagnent dans l’accès aux financements. Parallèlement à ces initiatives, la réforme de la formation professionnelle comprend également un projet structurant : l’introduction du baccalauréat professionnel. Ce diplôme, actuellement en préparation, vise à offrir une

passerelle entre la formation professionnelle et l’enseignement supérieur. « Nous souhaitons proposer aux jeunes une alternative concrète leur permettant d’accéder à des métiers qualifiés, tout en valorisant la formation technique et technologique », a expliqué le ministre. Inspiré des modèles étrangers, notamment allemand et suisse, ce cursus ambitionne de réduire le taux de chômage en formant une main-d’œuvre spécialisée et immédiatement opérationnelle sur le marché du travail. Dans un souci de valorisation des compétences et de promotion des métiers, M. Oualid a annoncé la relance des olympiades des métiers, une compétition qui réunira des candidats issus des différentes régions du pays dans une quarantaine de spécialités. La finale nationale est prévue pour le 3 novembre à Oran. Au-delà de la compétition locale, l’Algérie envisage également de participer, pour la première fois, au Mondial des métiers "WorldSkills", un événement international biennal qui réunit les meilleurs talents issus de la formation professionnelle. « Ces olympiades permettent de mettre en lumière les ta-

lents de nos établissements et de rendre ces métiers plus attractifs », a souligné le ministre. Afin de garantir une formation aux standards internationaux, un projet ambitieux de certification des établissements de formation a été lancé. Une dizaine d’établissements seront certifiés sous la norme ISO 21001, afin de valoriser la qualité de l’enseignement dispensé. « Les premiers établissements certifiés appartiendront au secteur de la formation professionnelle, ce qui renforcera son attractivité et sa crédibilité », a précisé M. Oualid. Grâce à ces initiatives, la formation professionnelle en Algérie se transforme en un véritable moteur de développement économique. En favorisant la création d’entreprises, en adaptant son offre de formation aux exigences du marché du travail et en garantissant des standards de qualité, le secteur ambitionne de soutenir les mutations économiques et d’offrir aux jeunes des perspectives d’emploi durables et valorisantes.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Février 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا
	Tomate	91	105	76	الطماطم
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف
	Ail sec	654	737	572	الثوم الجاف
	Carotte	68	77	59	الجزر
	Navet	77	87	68	لفت
	Choux fleur	66	75	56	قرنبيط
	Choux	83	92	74	الكرنب
	Courgette	124	140	108	الكوسة
	Haricot vert	398	422	374	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	98	111	85	الخس
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	الماندرين
	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	110	135	85	الليمون
	Pomme locale	432	547	317	التفاح المحلي
	Datte	533	668	397	التمر
	Banane	475	490	459	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1886	1626	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	400	413	388	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)

LE CLIMAT DES AFFAIRES EN ALGÉRIE

Entre contraintes et opportunités

Quand on se replonge dans les rapports publiés par la Banque mondiale, relatifs à la compétitivité de l'économie algérienne, du climat des affaires et des politiques favorisant l'innovation, ainsi que les éditions du « Doing Business » nous nous devons d'être réactifs et offensifs pour asseoir une économie plus dynamique et résiliente aux effets qui en perturbent la trajectoire.

Par Rachid Meksen (*)

O n est d'abord interpellé par l'unicité des sources d'information produisant les rapports, quasiment toutes d'origine étrangère, le point de vue national, tant en matière de production des données que d'analyses pertinentes, reste extrêmement modeste sinon invisible, ou au mieux contenu dans un style journalistique de contestation sans observation. Entre temps la Banque mondiale a cessé de publier depuis 2020 le rapport du Doing business dans son format usuel et envisage de lui substituer une méthodologie moins contestée. Pour sa part, l'ONS avait publié les résultats d'une enquête auprès de chefs d'entreprises pour le 1er trimestre 2023. Sans surprise, les effets des restrictions décidées pour les importations ont généré non seulement une baisse d'activité mais ont été perçues comme le signe d'une interférence de fait et abusive avec le monde de l'entreprise. Mais depuis le dégel des restrictions, les chefs d'entreprises ont renoué avec la confiance pour les périodes à venir, le sursaut de l'activité s'est manifesté en effet et devrait se maintenir ainsi. Le paradoxe est souvent observé à ce niveau : des performances avérées peuvent être ipso facto déroutées et produire un contre sens économique. Une analyse systémique préalable ainsi qu'un système d'information approprié éviteraient une grande partie des travers subis par le secteur économique. A titre illustratif, ALGEX, supposée promouvoir les débouchés des produits locaux à l'international, a été chargée de délivrer des autorisations d'importation à tout opérateur dépendant d'intrants non disponibles sur le marché intérieur. L'organisme en question n'a pas le savoir faire pour y répondre, ne dispose pas de connaissances fines des besoins du marché, ne connaît pas non plus les capacités installées au niveau national. Il s'en est produit une chute drastique de l'activité. Or, la stabilité de l'environnement est primordiale pour les entreprises, dans un contexte de concurrence et de confiance à bâtir avec les opérateurs. Dans des secteurs d'activité plus pointus, requérant une coopération avec des leaders mondiaux, la coordination des administrations centrales ou locales avec les opérateurs ne doit souffrir d'aucune approximation, ni à fortiori, de remise en cause à mi chemin, sans raison objective. La question qui taraude les esprits et à laquelle on ne doit pas se dérober, est de savoir si l'environnement de l'entreprise est seul responsable des lenteurs dans la réalisation des projets et des heurts dans le cheminement normal des entreprises. Transposée dans un contexte de coopération et d'échange économique, cette



question suscite plus que des inquiétudes légitimes. Les griefs exprimés font ressortir les traits suivants :

- lenteur pour la création d'entreprises, plusieurs administrations se chevauchent en exigeant des documents qui conditionnent l'octroi d'autres documents, parfois ce sont des doublons nécessitant leur reconnaissance par un autre service ;
- l'octroi de permis de construire est aussi un exercice de ballotage entre les APC et les directions locales de l'habitat, occasionnant des recours qui se prolongent ;
- le transfert de propriété, jonché de paradoxes et de pièges,
- Le dossier de crédit et le délai pour la décision (plusieurs mois contre quelques jours comparativement aux pays de la région MENA),
- l'enregistrement auprès des impôts, soumettant le concerné à des déplacements pour des dépôts et retraits de pièces, sans que les administrations et les services du registre du commerce ne collaborent ensemble afin d'alléger la procédure redondante,
- l'absence d'interlocuteurs qualifiés dans ces différentes administrations, dans les APC et les banques pour délivrer la bonne information utile pour réaliser le projet,
- enfin, comment s'arbitrer la fameuse équation du « produit local disponible » avec les « besoins futurs du marché, équilibre rarement atteint dans une perspective dynamique des flux : le motif serait de ne pas encombrer davantage le marché local, comme si les exportations étaient prohibées.

Quand on s'inquiète de la faiblesse des IDE, de la concrétisation de projets de partenariat ou de la réalisation simple de projets locaux, le réflexe habituel est d'imputer cet état de fait à une loi déterminée ; en particulier celle relative à l'investissement, - qui en fait est le socle du climat des affaires. L'annonce d'une modification du texte en question est bien entendu suivie inmanquablement d'un temps de latence de plusieurs mois, durant lequel tous les projets se mettent spontanément en attente d'une situation plus favorable. Les opérateurs attendent moins des

avantages que des facilités. Les premiers découlent d'une intention administrative, les secondes supposent une fluidité constante dans l'acte économique. Cette nuance est de taille, elle renvoie au paradigme de celui qui prend son temps pour accorder le 'meilleur' et celui qui attend juste une simplification pour réaliser ! L'abrogation (hors secteurs stratégiques), en juin 2020, de la loi plafonnant à 49% la participation étrangère dans une firme algérienne, et un nouveau soutien aux start-up laissent supposer des flux d'IDE plus denses avec la loi de 2022. Cependant l'Agence Algérienne en charge de l'investissement ne recense que 11.000 projets dont la moitié seulement est en phase de réalisation, pour un total de 270.000 emplois projetés. Ceci demeure modeste mais à sa décharge, elle a du et doit encore s'attacher à assainir le foncier économique qui demeure une plaie ouverte (environ un millier de lots assainis une proportion d'1 lot pour 10 projets). Il est recommandé d'axer les efforts du management public en direction d'un assainissement de l'environnement des entreprises, facteur déterminant de l'amélioration du climat des affaires : Cela procède des bonnes pratiques qui demeurent un signal fort à l'endroit des marchés. L'analyse réalisée dans le cadre de cette note a pour objectif de permettre d'évaluer les contraintes relevant du climat des affaires auxquelles se heurtent les entreprises algériennes ainsi que les opportunités à développer, afin d'en tirer profit et permettre à ces dernières de s'épanouir. Plusieurs conclusions émergent, il ya lieu de souligner que l'environnement des affaires de nos jours est de plus en plus un déterminant de la compétitivité des entreprises et de leurs pérennité. Par ailleurs, la présence de plusieurs obstacles relevant du climat des affaires explique en grande partie le nombre limité de petites et moyennes entreprises (PME) et de grandes entreprises composant la fresque du système productif national. Les chiffres accessibles pour l'année 2023, établis par le Centre National du Registre de Commerce (CNRC) font état seulement de 240.000

sociétés immatriculées (10%) l'essentiel des acteurs restants sont recensés comme personnes physiques (au nombre de 2 millions). Voilà un autre trait distinctif qui dénote une volatilité du tissu économique et relativise la portée des progrès technologiques et de la généralisation des TIC. L'un des principaux défis à affronter reste par conséquent celui de la création d'entreprises, étape assez complexe en matière de procédures administratives, sur laquelle se greffent les modalités de financement, soit une autre étape tout aussi rigide et lente. Les données quantitatives et les comparaisons sont d'un apport conséquent pour stimuler le débat sur les mesures à prendre, en mettant en lumière les problèmes et en indiquant aux décideurs les enseignements à tirer des bonnes pratiques utilisées ailleurs. Ceci nous a orienté sur plus de 300 articles cités prônant :

- L'abaissement des barrières à l'entrée est associé à un secteur informel plus restreint,
- La réduction des coûts d'entrée peut encourager la création d'entreprise et faire reculer la bureaucratie et la corruption, l'une se nourrissant de l'autre,
- La simplification des démarches à effectuer pour créer une entreprise peut accroître les possibilités d'emplois.

Ainsi l'Arabie saoudite s'est inspiré de la législation sur les entreprises en vigueur en France pour réviser son propre manuel. De nombreux pays africains se sont approprié le modèle de l'île Maurice en matière de réformes car ce pays affiche le meilleur classement de la région. A quel moment entreprendre ces changements ? Bien entendu, une fenêtre d'opportunité est à saisir, en général, les changements structurels sont menés à leur terme quand les 'amortisseurs' pour absorber les difficultés passagères sont mobilisables, et c'est le cas. On peut estimer que 5 à 6 milliards de dollars US annuels sont à réallouer à ces réformes complémentaires le temps de leur aboutissement. En résumé, on peut retenir que la relance de l'outil industriel et l'oxygénation du climat des affaires doivent remobiliser les décideurs et les agents économiques dans leurs efforts respectifs. L'amélioration du climat des affaires n'est qu'une succession de marches à gravir avec des objectifs intermédiaires à maintenir. Des actions opérationnelles, quantifiables, nécessitant une coordination et une planification pour garantir leur impact, sont à la portée de l'Algérie comme le montrent un certain nombre de pays qui ont misé sur des mesures rapides pour détendre le climat des affaires et s'éloigner des appréhensions qui les caractérisaient afin de mettre leur économie sur les rails du progrès.

(*) Ancien directeur général, Ministère de l'industrie

AIN DEFLA
Une rencontre de sensibilisation pour un Ramadhan sans complications pour les diabétiques

Une rencontre autour de la thématique "diabète et Ramadhan" pour un Ramadhan sans complications a été organisée, jeudi à Ain Defla, par l'association des médecins spécialistes (AM-SAD). La rencontre qui s'est déroulée l'après-midi au théâtre régional "Tayeb Chérif Mohamed" de Khemis Miliana a été l'occasion pour les médecins spécialistes en diabétologie "d'aborder les différentes facettes de la maladie et la manière de la gérer et d'accompagner les malades durant le Ramadhan", a indiqué à l'APS, le président de l'AM-SAD, Dr. Lyes Bendali. Dr. Bendali a souligné que la Journée "ciblait principalement les diabétiques parce que nous savons pertinemment que cette maladie a une relation directe avec l'alimentation". Il a déclaré à cet effet que le conseil à donner aux diabétiques est de "consulter son médecin traitant avant le mois de Ramadhan", ajoutant que dans le cas où le patient est autorisé à jeûner, il doit respecter des consignes et un régime diététique décidés par son médecin. La rencontre vise à permettre aux diabétiques de "passer un mois de Ramadhan en bonne santé", a indiqué Dr. Zougar Mohamed, membre de l'AMSAD. Cette initiative est aussi une occasion d'expliquer aux médecins les "dernières recommandations et les nouveautés dans ce domaine, notamment comment préparer le malade diabétique pour le mois de jeûne", a-t-il fait savoir.

CONSTANTINE La laiterie Numidia augmente sa production à 240.000 litres/jour en prévision du Ramadhan

La laiterie Numidia de Constantine, relevant du groupe public Giplait, a augmenté sa production quotidienne de lait en sachet subventionné à plus de 240.000 litres en prévision du mois de Ramadhan, a indiqué jeudi son PDG.

Dans une déclaration à l'APS, M. Salah Bougroura a précisé que conformément au programme tracé en coordination avec le groupe Giplait et le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la laiterie a augmenté sa production de lait pasteurisé subventionné de 200.000 litres/jour à 240.000 litres/jours, soit une hausse de 40.000 litres pour assurer l'approvisionnement de Constantine et des wilayas voisines en cette denrée sur laquelle la demande s'accroît durant le mois de Ramadhan. Cette quantité est "suffisante" pour satisfaire des besoins du marché local en lait et

autres produits dérivés, a noté le même responsable qui a affirmé que pour assurer cette augmentation, l'unité a recouru au système de travail ininterrompu de 3x8. Le transport et la distribution du lait de la laiterie Numidia est assuré par 76 camions frigorifiques dont 20 relevant de la laiterie qui sont déployés à travers la wilaya de Constantine et certaines localités des wilayas de Mila et de Skikda, selon le même responsable. La laiterie a augmenté également les quantités de lait de vache de 20.000 litres/jour à 50.000 litres/jours destinés à la consommation directe et à la fromagerie de la laiterie, a ajouté M. Bougroura qui a mis l'ac-

cent sur l'excellente qualité du lait produit soumis à "un contrôle laborantin minutieux". De son côté, la responsable du laboratoire de la laiterie Numidia, Ismahane Redjal, a précisé que des échantillons de lait sont quotidiennement soumis aux analyses microbiologiques et physicochimiques pour en contrôler la qualité, ajoutant que ces analyses ont été intensifiées en prévision du Ramadhan. Les analyses incluent également le contrôle de la poudre de lait et de l'eau utilisé en plus du produit final destiné à la consommation, a ajouté la même source.

TIZI-OUZOU Numérisation du service de médecine légale du CHU Nedir Mohamed

Le service de médecine légale du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou a bénéficié des équipements nécessaires pour permettre la numérisation de l'ensemble de ses prestations, a annoncé jeudi le Professeur Rachid Belhadj, président de l'Académie algérienne pour le développement de la médecine légale. S'exprimant lors d'une journée sur "Le développement de la médecine légale en Algérie"

organisée par la même institution sanitaire, le Pr Belhadj a indiqué qu'à l'instar de ceux de plusieurs CHU du pays, le service de médecine légale du CHU Nedir Mohamed a bénéficié d'une modernisation complète de son service de médecine légale. Cette modernisation des moyens de travail de ce service "constitue un saut qualitatif dans le traitement des dossiers des patients et offrira plus d'efficacité dans la coordination avec les instances ju-

diciaires et sécuritaires", a-t-il estimé. Elle permettra, également, "le signalement rapide et sécurisé, aux autorités compétentes, des informations concernant les crimes et autres violences subies par les patients, notamment, celles faites aux femmes et aux enfants", a-t-il ajouté. De son côté, le Pr Si Hadj Mohand, chef de service du service de médecine légale du CHU Nedir Mohamed a indiqué que cette nouvelle acquisition

est "un apport considérable" qui permettra à son service d'être "plus performant et efficace dans la prise en charge des patients et aussi du traitement de leurs dossiers". "Cela permettra d'avoir un archive numérisé actualisé avec un accès facile, de même qu'elle facilitera la coordination avec les différents partenaires, notamment, les services de sécurité et les magistrats", a expliqué le professeur.

ILLIZI / CARAVANE MÉDICALE DE SOLIDARITÉ Plus de 327 consultations et 72 interventions chirurgicales effectuées

Au total 327 consultations médicales et 72 interventions chirurgicales ont été effectuées au profit des patients de la wilaya d'Illizi dans le cadre d'une caravane médicale de solidarité, a-t-on appris jeudi auprès des services de l'établissement public hospitalier (EPH), "Tirgui Ouantemidi" d'Illizi. Cette initiative médicale a été organisée au

titre des journées médico-chirurgicales initiées récemment par une caravane médicale de solidarité de médecins privés de la wilaya d'El Oued, a-t-on expliqué. Ces consultations ont concerné plusieurs pathologies, dont Oto-rhino-laryngologiste (ORL), l'orthopédie, la chirurgie générale, en plus des interventions chirurgicales aux pa-

tients atteints de ces maladies, a déclaré le directeur de cette structure de santé, Mohamed Boutlelis. Composée de sept (7) médecins spécialistes, cette caravane a prodigué des prestations médicales au profit des patients de la région durant cinq jours au niveau du même hôpital, a-t-on signalé.

FORMATION PROFESSIONNELLE Lancement avril prochain des Olympiades des métiers

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé, jeudi à Alger, le lancement des "Olympiades des métiers" dont la première phase débutera avril prochain avec la participation de stagiaires issus des centres de formation publics et privés. Lors d'une rencontre dédiée à l'annonce officielle de ces Olympiades, le ministre a précisé que cette compétition qui rassemblera des milliers de

jeunes autour de 50 métiers répartis en six filières, constituerait une occasion de découvrir les talents présents au niveau des centres relevant du secteur de la formation professionnelle tout en améliorant leur attractivité et favorisant la concurrence entre les stagiaires. Il a également affirmé que le ministère œuvrait à ce que l'orientation des jeunes vers les formations proposées par les centres de formation profes-

sionnelle, qui offrent de vastes perspectives d'accès au monde du travail et de l'entrepreneuriat, soit un "choix et non une obligation". Le concours se déroulera en trois étapes: la toute première sélection au niveau de wilayas aura lieu début avril avant d'entamer la deuxième phase au niveau régional, septembre prochain, et ensuite la finale prévue le 03 novembre prochain à Oran, indique le ministre.

Les lauréats des Olympiades nationales représenteront l'Algérie l'année prochaine, pour la première fois, aux Olympiades continentales en Zambie et aux Olympiades mondiales qui se tiendront à Shanghai, en Chine. La cérémonie officielle d'annonce des Olympiades des métiers, organisée au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, a vu la présence de membres du gouvernement et de représentants d'instances nationales.

Les assureurs abandonnent les propriétaires face au risque d'incendie, mais investissent dans les grandes compagnies pétrolières

Ces entreprises ont investi 500 milliards d'euros dans les combustibles fossiles, alimentant ainsi la crise qui les a amenées à se débarrasser de milliers de propriétaires. Les gigantesques incendies de Los Angeles, causés par le changement climatique, ont été dévastateurs pour des milliers de propriétaires et de locataires déplacés dont les habitations ont été endommagées ou détruites. Le coût total de la catastrophe n'est pas encore connu, mais il atteindra certainement des dizaines de milliards de dollars.

2^e partie et fin

Par Derek Seidman (*)

Les scientifiques et les dirigeants mondiaux ont noté que le changement climatique a probablement intensifié les incendies de Los Angeles, avec des « coups de fouet météorologiques » et de faibles niveaux d'humidité du sol et des combustibles. D'une manière plus générale, les agences de l'État ont publié de nombreux rapports sur l'impact de la crise climatique en Californie, qui touche des domaines aussi variés que l'érosion côtière, l'approvisionnement en eau, les risques d'incendie et les dommages causés à l'agriculture. Quinze des vingt incendies de forêt les plus destructeurs de l'histoire de la Californie ont eu lieu au cours de la dernière décennie.

En raison de l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes en Californie et des coûts massifs des indemnités d'assurance, les compagnies ont réduit leurs activités dans cet État. En 2023, 7 des 12 premières compagnies d'assurance en Californie ont interrompu ou limité les nouvelles polices d'assurance dans cet État. Khan note que des entreprises comme State Farm, Travelers, AIG, Liberty Mutual et d'autres ont simultanément renoncé à assurer des Californiens tout en restant attachées aux combustibles fossiles.

« Il s'agit d'assureurs qui ont investi massivement dans les combustibles fossiles ou qui souscrivent à l'expansion des combustibles fossiles, a-t-il déclaré. L'hypocrisie de chacune de ces entreprises est très visible.

Cette pénurie d'assurance a plusieurs conséquences, notamment l'alourdissement du régime d'assurance de l'État, déjà surchargé, et l'augmentation des coûts de location et d'accession à la propriété dans un contexte de pénurie de logements.

Dans le même temps, les principaux assureurs californiens restent déterminés à investir dans les combustibles fossiles.

Une réunion d'information organisée en 2023 par Insure Our Future a permis d'identifier un groupe d'assureurs nationaux, parmi lesquels Berkshire Hathaway, State Farm et Nationwide, qui ont restreint leur couverture en Californie en invoquant les risques climatiques, mais qui restent profondément liés à l'industrie des combustibles fossiles.

Collectivement, ces entreprises ont des investissements dans les combustibles fossiles estimés à 113 milliards de dollars et des revenus de souscription de 3,6 milliards de dollars.



Examen des participations de l'assurance dans les combustibles fossiles

State Farm, le plus grand assureur habitation de Californie et des États-Unis, est devenu le point de mire de la colère des habitants de Los Angeles pour avoir annulé des dizaines de milliers de polices d'assurance habitation et appartement l'année dernière, dont 70 % dans le code postal de Pacific Palisades. State Farm prévoit de supprimer 1 million de polices en Californie au cours des cinq prochaines années.

Pourtant, au moment même où State Farm ne renouvelle pas les polices d'assurance habitation en Californie en raison de « l'augmentation rapide de l'exposition aux catastrophes », l'entreprise a doublé sa mise sur les combustibles fossiles.

Cette pénurie d'assurance a plusieurs conséquences, notamment l'augmentation des coûts de location et d'accession à la propriété dans un contexte de pénurie de logements.

En septembre dernier, le Wall Street Journal a rapporté que State Farm et Berkshire Hathaway, qui exerce également une activité importante en Californie, « ont fait des paris de plusieurs milliards de dollars sur les grandes compagnies pétrolières, » suffisamment importants pour contribuer à compenser la baisse des investissements dans les combustibles fossiles dans d'autres secteurs de l'industrie. L'enquête note que State Farm et Berkshire « ont augmenté l'exposition globale du secteur aux combustibles fossiles, la faisant passer de 3,8 % à 4,4 % de leurs portefeuilles, et que la valeur des avoirs en combustibles fossiles du secteur de l'assurance dommages a augmenté pour atteindre 84,6 milliards de dollars » en 2023, contre 57 milliards de dollars en 2014, en partie

grâce aux investissements de ces deux assureurs.

L'analyse par Truthout de la dernière déclaration de State Farm à la SEC, déposée en novembre 2024, soit moins de deux mois avant le début des incendies de Los Angeles, montre la poursuite d'investissements considérables dans les combustibles fossiles.

Par exemple, la divulgation révèle plus de 5,5 milliards de dollars de participations dans seulement deux grandes compagnies pétrolières, avec 3 577 589 566 dollars dans ExxonMobil et 1 963 729 843 dollars dans Chevron. Selon le site de données financières WhaleWisdom.com, State Farm figure ainsi parmi les 20 premiers actionnaires de ces deux sociétés. Le dossier fait également état d'une participation de 411 541 212 dollars dans Duke Energy et de 122 536 947 dollars dans Shell. Ces entreprises de combustibles fossiles et de services publics figurent sur de nombreuses listes parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre et de CO2 dans le monde. State Farm a également révélé des avoirs d'une valeur de 86 443 949 dollars dans Enbridge, la société à l'origine des pipelines controversés Line 3 et Line 5. Truthout a contacté State Farm pour obtenir des commentaires, mais n'a pas reçu de réponse.

« Ils ont la possibilité de réduire l'exposition »

Les régulateurs fédéraux et nationaux ont un rôle important à jouer dans la création d'un fossé entre le secteur de l'assurance et les combustibles fossiles. En 2023, la commission du budget du Sénat a lancé une enquête sur plusieurs grandes entreprises qui assurent et investissent dans des projets de combustibles fossiles. Dans des États comme

New York et le Connecticut, les organisateurs font pression sur la législation pour limiter l'assurance des combustibles fossiles ou pour taxer les assureurs de combustibles fossiles.

Selon Khan, les autorités de régulation d'États comme la Californie, qui ont déjà constaté des liens entre les assureurs et les combustibles fossiles, pourraient obliger les assureurs opérant dans l'État à divulguer les projets de combustibles fossiles nouveaux ou en cours d'expansion qu'ils souscrivent. Après l'échec, l'année dernière, d'un projet de loi sur le « Superfond climatique » visant à faire payer les pollueurs des combustibles fossiles pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique, une nouvelle initiative est en cours, et l'ancien commissaire aux assurances de Californie s'est prononcé en faveur de l'idée de faire payer les pollueurs des combustibles fossiles.

En fin de compte, une grande question se pose au secteur de l'assurance : Est-il vraiment utile de soutenir l'industrie des combustibles fossiles alors même que le chaos climatique bouleverse ses propres activités ?

Le tableau de bord 2024 d'Assurer notre avenir se termine en notant que, parmi les 28 principaux assureurs IARD supervisant plus d'un tiers de la part de marché mondiale collective du secteur, les primes liées aux combustibles fossiles « représentent moins de 2 % de leurs primes d'assurance totales en 2023 – essentiellement de la menue monnaie ».

« Pourquoi les assureurs déstabilisent-ils la majorité de leurs activités pour une si petite fraction des revenus qu'ils tirent des combustibles fossiles ? Cela a-t-il vraiment un sens économique pour les assureurs ? »

Khan se console en se disant que les gens sont en train de comprendre le rôle que jouent les assureurs dans la crise climatique. Les organisateurs de la justice climatique et environnementale aux États-Unis et ailleurs se concentrent de plus en plus sur les géants de l'assurance.

« Le secteur de l'assurance pourrait être l'une des plus grandes forces positives dans l'histoire du climat, a déclaré Khan. Il peut regarder ses clients du secteur des combustibles fossiles et leur dire qu'il n'assurera plus leurs plans d'expansion inconsidérés, parce que c'est trop coûteux pour lui et pour tout le monde. »

(*) écrivain, chercheur et historien vivant à Buffalo, dans l'État de New York. Il contribue régulièrement à Truthout et à LittleSis.

Source : Truthout
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TRANSNATIONALE
TCHAD-LIBYE
La section
égyptienne a
débuté

Outre l'amélioration de la connectivité entre les 3 pays, le projet de corridor routier entre l'Égypte, le Tchad et la Libye vise à s'imbriquer aux principaux corridors transsahariens. Le ministère égyptien des Transports a annoncé avoir débuté la construction de la section locale (400 km) de la route transnationale devant relier le Tchad et la Libye. Ce tronçon sera complété par deux autres segments de 390 km et de 930 km, respectivement en Libye et au Tchad. Ce vieux projet récemment remis au goût du jour a connu des avancées notables avec la signature en septembre, puis en décembre 2024, d'accords de construction entre les deux autres pays et le groupe égyptien Arab contractors. Le coût total des travaux est inconnu, mais l'infrastructure est censée réduire le trajet pour les cargaisons provenant du Moyen-Orient et d'Asie, des régions pour lesquelles l'Égypte constitue un relais stratégique vers le reste de l'Afrique, grâce au canal de Suez. Pour la Libye, cette route contribuera à la mise en œuvre des plans de reconstruction nationale en intensifiant les échanges commerciaux internationaux. Le Tchad pourra quant à lui diversifier ses sources d'approvisionnement, dans un contexte où l'instabilité au Soudan, son principal relais vers la mer rouge, dégrade la sécurité sur le canal habituel. Le corridor Douala-N'Djamena qui lui fournit un accès à l'océan Atlantique, est affecté par des goulots d'étranglement tels que le rançonnement et le risque sécuritaire que font planer des groupes armés comme Boko Haram. Dans le cadre de ce plan de diversification, le Tchad a signé en décembre 2024 un accord avec la Guinée équatoriale, pour faire transiter des marchandises via les ports de ce pays.

MAROC

Vague de boycott historique contre la vie chère et l'inaction du gouvernement

Le Maroc connaît une vague de boycott sans précédent visant plusieurs produits de consommation courante, une initiative décrite comme la plus massive de l'histoire du pays qui prend de l'ampleur à l'approche du mois de Ramadhan, et exprime le ras-le-bol des citoyens face à la flambée des prix qui impacte leur pouvoir d'achat.

Lancée jeudi sur les réseaux sociaux, la campagne s'est propagée à une vitesse fulgurante, ciblant des produits dont les hausses de prix ont été jugées injustifiées. Face à cette mobilisation, le gouvernement marocain reste silencieux, incapable d'apporter des mesures concrètes pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens. En quelques heures seulement, la campagne a suscité une adhésion massive, avec des milliers de Marocains appelant à un boycott actif afin de dénoncer la crise économique et l'inaction des autorités. Dans ce contexte, une vidéo publiée par une militante a dépassé 2,6 millions de vues en moins de 24 heures, illustrant ainsi l'ampleur du mécontentement populaire. De nombreux internautes ont affirmé leur détermination à poursuivre cette action jusqu'à ce que des mesures concrètes soient prises contre la spéculation et l'augmentation continue des prix. Face à cette colère croissante, le prési-

dent du groupe parlementaire du Parti du progrès et du socialisme (PPS), Rachid Hammouni, a vivement critiqué la gestion gouvernementale de la crise. Il a souligné que "le Maroc traverse une vague d'inflation persistante qui pèse lourdement sur les citoyens, tandis que le gouvernement se contente de justifications superficielles au lieu d'adopter des solutions efficaces". Hammouni a ajouté que les responsables expliquent tour à tour cette hausse des prix par des facteurs internationaux, des changements climatiques ou encore l'intervention des spéculateurs. Des explications qui ne convainquent plus une population confrontée à des difficultés croissantes pour subvenir à ses besoins essentiels. Il a affirmé que l'absence de mesures concrètes risque d'exacerber la tension sociale et d'encourager l'émergence de nouvelles formes de contestation, dont les campagnes de boycott qui ciblent des produits et services ayant connu des augmentations abusives.

Il a insisté sur la nécessité pour le gouvernement d'assumer ses responsabilités et d'agir en urgence pour enrayer cette flambée des prix. Selon lui, il est impératif d'encadrer le marché, de lutter contre les pratiques monopolistiques et de renforcer les aides en faveur des catégories les plus vulnérables. Il a également souligné que cette crise ne pourra être résolue sans une volonté politique réelle, loin des discours justificatifs qui ne font qu'alimenter la colère populaire. Il a enfin mis en garde contre les conséquences d'un tel immobilisme, affirmant que le mépris du gouvernement face à cette crise risque d'attiser une contestation d'une ampleur inédite. Il a rappelé que certains ministres eux-mêmes ont reconnu la gravité de la situation sans pour autant proposer de solutions concrètes. Si rien n'est fait, cette vague d'inflation pourrait bien déclencher un mouvement de protestation similaire à celui de 2018, mais d'une intensité encore plus forte, a-t-il averti.

TUNISIE

Appel à candidatures pour expérimenter la 5G et innover avec Orange 5G Lab

Orange 5G Lab Tunis est un espace dédié à la découverte et à l'expérimentation de la technologie 5G, conçu pour aider les entreprises, les start-up, les universitaires et les porteurs de projets à développer et tester de nouveaux cas d'usages autour

de la 5G. L'objectif est de découvrir les apports de cette technologie, stimuler la co-innovation et permettre d'anticiper sa roadmap produits et services en intégrant la 5G. Faisant partie aujourd'hui d'un réseau de 20 Orange 5G Labs opérationnels en Europe,

Afrique et Moyen- Orient, Orange 5G Lab Tunis offre un environnement propice à l'innovation, en fournissant un accompagnement personnalisé, des équipements adaptés aux besoins spécifiques des cas d'usages ainsi que l'opportunité de bénéficier de partages

d'expériences et d'expertises. Opérationnel depuis août 2023 et officiellement inauguré tout récemment, Orange 5G Lab Tunis lance un appel à candidatures pour celles et ceux qui souhaitent faire évoluer leurs solutions technologiques basées sur la 5G.

ÉGYPTE

Qantara Ouest abritera un projet d'équipement avicole de 3 millions \$

L'Égypte est le deuxième pays en Afrique où l'industrie avicole est la plus développée après l'Afrique du Sud. La dynamique du marché local favorise les investissements dans la filière ainsi que l'essor des secteurs connexes, comme la fabrication d'équipements avicoles. En Égypte, l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a signé le 25 février un accord avec l'entreprise United Trade Co. for Poultry Equipment, pour la réalisation d'un projet agro-industriel dans la zone industrielle de Qantara Ouest. Ledit projet porte sur l'installation d'une unité d'as-

semblage d'équipement pour l'élevage et la production avicole sur un site de 0,98 hectare. Dans un communiqué publié sur son site, l'entreprise indique que ce nouveau projet devrait mobiliser un investissement total de 3,3 millions \$. Bien que la date de livraison et la nature précise de la production de l'usine n'ont pas été dévoilées, on sait que United Trade Co. for Poultry Equipment conçoit et commercialise une large gamme d'équipements avicoles, incluant des batteries d'élevage pour volailles, des systèmes de chauffage et de refroidissement des poulaillers, ainsi que des plateaux et emballages pour

œufs. « En intégrant des technologies avancées dans l'assemblage et la fabrication d'équipements avicoles, le nouveau projet vise à améliorer l'efficacité de la production et à rehausser la qualité des produits avicoles égyptiens », peut-on lire dans le communiqué conjoint. Cette unité industrielle, une fois opérationnelle, pourrait ainsi soutenir le développement de l'industrie avicole locale, d'autant plus que le secteur est en quête d'un nouveau souffle. Depuis 2023, en effet la production avicole égyptienne est confrontée à des défis tels que la flambée des coûts de l'alimen-

tation animale et des vaccins, aggravée par une pénurie de ces produits sur le marché local en raison des fluctuations du taux de change. En conséquence, la production nationale de poulets et d'œufs de table a chuté de 40 % cette année, atteignant respectivement 900 millions de volailles et 8,5 millions d'œufs, selon les données officielles. D'après les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (USDA), le pays des pharaons réalisait l'autosuffisance en production d'œufs de consommation en 2021 et était capable de produire 95 % de ses besoins en poulets.

CÔTE D’IVOIRE

Le premier « Gender Bond » d’Ecobank attendu pour le 3 mars 2025

Avec cette opération de « Gender Bond », Ecobank Côte d’Ivoire s’apprête à donner un nouvel élan à son initiative en faveur des femmes entrepreneures « Ellever ». Celle-ci a pour ambition d’améliorer l’accès au financement et de renforcer les capacités des entreprises dirigées par des femmes.

Ecobank Côte d’Ivoire s’apprête à lancer le tout premier « Gender Bond » de la sous-région baptisé « Gender Bond Eco-bank Côte d’Ivoire 6,50% 2024-2029 ». Cet emprunt obligataire sera ouvert à la souscription publique à partir du 3 mars 2025. Cette initiative vise à faciliter l’accès au financement des entreprises dirigées par des femmes ou développant des produits et services destinés à une clientèle féminine. L’annonce a été faite lors d’un petit-déjeuner exclusif organisé ce vendredi 28 février 2025 par la direction de la banque, mettant en lumière l’ambition d’Ecobank CI de favoriser une finance plus inclusive et durable. Cette première en Afrique de l’Ouest représente un engagement concret en faveur de l’autonomisation économique des femmes entrepreneures, qui font face à des défis persistants en matière d’accès aux ressources finan-

cières. Doté d’une maturité de cinq ans, ce « Gender Bond » vise à lever un montant total de 10 milliards FCFA (15,8 millions \$), avec un taux d’intérêt de 6,50 % brut. Il sera coté à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), permettant ainsi aux investisseurs de négocier leurs obligations sur le marché secondaire. L’offre est ouverte tant aux investisseurs institutionnels qu’aux particuliers, avec une période de souscription limitée à deux semaines. « Nous sommes vraiment très fiers de pouvoir apporter cette première opération du genre de la zone UMOA. Parce que c’est une opération effectivement qui allie rentabilité et impact social, rentrant ainsi dans la dynamique de la vision que nous avons à travers le programme Ellever », a déclaré Roselyne Abé (photo), directrice générale d’Ecobank Investment Corporation (EIC).

Les fonds mobilisés dans le cadre de cette émission obligataire seront exclusivement consacrés au renforcement du programme « Ellever » d’Ecobank, lancé en mars 2021 pour soutenir les femmes entrepreneures ivoiriennes. Ce dispositif propose non seulement des financements adaptés, mais aussi un accompagnement stratégique destiné à renforcer la compétitivité et la pérennité des entreprises féminines. En Côte d’Ivoire, les femmes dirigent environ un tiers des PME, mais elles sont confrontées à d’importantes barrières financières. Le déficit de financement des PME dans le pays est estimé entre 3,9 et 4,2 milliards de dollars par an, et environ 60 % des besoins de ces entreprises ne sont pas couverts. A l’échelle du continent africain, le manque de financement pour les PME dirigées par des femmes atteint 42 milliards de dollars.

SÉNÉGAL

Des perspectives moroses pour la production de pastèques en 2024/2025

Au Sénégal, la pastèque est le principal fruit cultivé et l’une des principales cultures industrielles avec l’arachide, le manioc ou encore le sésame. Dans le pays, les perspectives de production pour la campagne 2024/2025 sont peu reluisantes en raison de conditions climatiques défavorables. La récolte de pastèques sera plus faible au terme de la campagne 2024/2025 en cours en raison de conditions climatiques défavorables. C’est ce que prévoit Jordi Valle, associé fondateur de l’entreprise Grupo Algitama Autor, spécialisée dans la production et la commercialisation du fruit à l’échelle internationale, qui se confiait au site spécialisé Fresh Plaza le jeudi 27 février. « Les conditions météorologiques au Sénégal n’ont pas été idéales cette année, avec des températures très basses la nuit et très élevées en journée. Ce contraste marqué a entraîné des problèmes de nouaison et affectera les rendements. De plus, bien que la superficie consacrée à ces cultures ne varie pas beaucoup, elle a globalement diminué, ce qui signifie qu’il y aura moins de production disponible sur le marché cette année », explique le responsable. Vers une 2ème année consécutive de baisse de la production Bien qu’aucun chiffre n’ait encore été avancé, ces prédictions, si elles se confirment, marqueraient une 2ème année consécutive de baisse pour la filière sénégalaise. Les données compilées par l’Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), indiquent en effet que la récolte sénégalaise de pastèques avait déjà chuté de 7,2 % en 2023/2024 pour s’établir à 1,38 million de tonnes. Dans un rapport publié en octobre dernier, l’organisme public souligne aussi que le rendement de production dans la filière a baissé de 9,7 %, à 15 tonnes par hectare, en dépit d’une croissance de 2,7 % des surfaces de cultures qui ont atteint 92 000 hectares au cours de la période considérée. Quoi qu’il en soit, une nouvelle réduction de la production de ce fruit en 2024/2025 devrait entraîner une réduction du volume exportable et parallèlement des recettes d’exportations générées par la filière. Selon les données compilées sur la plateforme Trade map, le Sénégal a exporté pour près de 6,6 millions \$ de pastèques principalement à destination de l’Union européenne en 2023.

NIGERIA

La NNPC veut se doter d’une flotte moderne de pétroliers

Avec une production quotidienne d’environ 1,7 million de barils/jour, le Nigeria est actuellement le premier producteur africain de pétrole. Le pays fait aussi partie des principaux pourvoyeurs de GNL au monde, couvrant 3% de la demande globale en 2023. La Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) prévoit de se doter d’une flotte moderne de pétroliers pour répondre aux besoins logistiques liés à ses activités commerciales. Ce projet

a été évoqué en marge de l’annonce d’une nouvelle coentreprise de transport maritime entre sa filiale NNPC Shipping, la société nigériane Caver-ton Marine et le suédois Stena Bulk. Ces entités ont signé la semaine dernière un accord à Londres pour la création de cette joint-venture dont le nom n’a pas encore été dévoilé. Une fois lancée, elle sera notamment chargée de « créer un nouveau service de pétroliers répondant aux besoins régionaux et mondiaux de transport de

pétrole brut, de produits raffinés et de GNL du Nigeria et de l’Afrique de l’Ouest ». La nouvelle flotte devrait s’occuper de l’acheminement des cargaisons de brut et de GNL/GPL de la compagnie pétrolière nigériane. Il est toutefois indiqué qu’elle pourrait aussi servir à d’autres producteurs et négociants. « En combinant notre expertise avec celles de Stena Bulk et Caver-ton Marine, nous créons une plateforme robuste qui améliorera nos capacités

nationales de raffinage, d’importation et d’exportation, et renforcera la position du Nigeria dans la logistique énergétique mondiale » a déclaré Panos Gliatis, le DG de NNPC Shipping. Les détails financiers du projet ne sont pas encore connus. Il en est de même pour la feuille de route du lancement de la joint-venture. Toujours est-il qu’elle sera probablement bénéfique pour l’industrie pétrogazière nigériane. Pour rappel, le Nigeria est le premier producteur africain de pétrole, avec

une production quotidienne actuelle-ment estimée à 1,7 million de barils/jour. Le pays couvrirait par ailleurs 3% des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié en 2023, selon Statista. Il abrite également la Dangote Refinery, la plus grande raffinerie d’Afrique, et a récemment vu la réhabilitation des raffineries publiques de Wari et Port-Harcourt.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

L’Afrique dépassera le seuil de 1,5 °C d’ici 2050

L’Afrique se réchauffe à un rythme plus rapide que le reste du monde, alerte le rapport. Bien que responsable de seulement 3,8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent risque fort de subir de plein fouet les effets des événements climatiques extrêmes, impactant sévèrement l’agriculture. Le réchauffement climatique devrait franchir la barre de +1,5 °C par rapport à l’ère préindustrielle en Afrique, d’ici 2050, soit un seuil supérieur à l’objectif le plus ambitieux de l’Accord de Paris sur le climat. Ce constat est issu d’un rapport publié le 25 février 2025 par le Centre international pour l’agriculture et les sciences biologiques (CABI), une organisation intergouvernementale dédiée aux problèmes agricoles et environnementaux. Intitulé « Developing just transition pathways for Africa’s agriculture towards low

emission and climate resilient development under a 1.5°C global warming », le rapport rappelle que l’Accord de Paris, qui a été signé en 2015, préconise de contenir « l’élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C [...], en poursuivant l’action menée pour limiter la hausse de la température à 1,5 °C d’ici à la fin du siècle en cours ». Elaboré par une équipe de chercheurs kenyans et zimbabwéens, le document note cependant que le continent africain se réchauffe plus rapidement que le reste du monde. La température moyenne annuelle a augmenté de plus de 0,5°C par décennie en Afrique au cours des trois dernières décennies. En raison de l’augmentation continue des concentrations de gaz à effet de serre dans l’atmosphère, les températures à court et à long terme devraient continuer à augmenter sur ce

continent qui contribue à hauteur de moins de 4% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, même si l’intensité du réchauffement variera selon les sous-régions. L’Afrique du Nord, l’Afrique australe et l’Afrique de l’Ouest devraient enregistrer un réchauffement plus intense, les zones semi-arides et plus sèches de ces sous-régions devant connaître des taux d’augmentation de température plus élevés. D’après les modélisations, les températures varieront entre 1,4 et 2,5°C en Afrique du Nord, entre 1,1 et 2°C en Afrique australe et entre 1,1 et 1,8°C en Afrique de l’Ouest d’ici le milieu du siècle en cours sous un faible forçage radiatif de 4,5 Wm-2 (En climatologie, le forçage radiatif est approximativement la différence de bilan radiatif, c’est-à-dire l’énergie reçue réduite de l’énergie perdue par un système climatique donné).

Des effets délétères sur la sécurité alimentaire

Globalement, dans un scénario d’émissions « business as usual », le réchauffement s’approchera de 4°C dans les cinq sous-régions d’Afrique d’ici la fin du 21e siècle, affirment les auteurs. Par ailleurs, les précipitations diminueront de 4 % en moyenne dans de nombreuses régions d’Afrique, d’ici le milieu du siècle, dans le cadre d’un scénario médian. Le niveau moyen de la mer risque également de s’élever d’un demi-mètre, ce qui aura de graves conséquences pour le delta du Nil et les zones côtières de l’Afrique de l’Est, du Nord et de l’Ouest, alors que les phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations et des cyclones tropicaux deviendront plus fréquents et plus intenses.

CAC40

Paris retrouve le vert en toute fin de séance

Après avoir passée toute la séance en rouge, ouvrant même la journée à près de -1%, la bourse de Paris a rebondi dans les derniers instants de cotation, concluant finalement la séance sur un gain de 0,11%, à 8111 points, soutenue par Pernod Ricard (+2,4%) et Saint-Gobain (+1,9%) notamment.

L'indice parisien cède néanmoins 0,8% sur la semaine écoulée mais s'arroe tout de même près de 2,5% au cours du mois de février. Outre-Atlantique, les Nasdaq, Dow Jones et S&P500 s'arrogent entre 0,3% et 0,4%. Ceci met fin à une série de 6 séances de baisse consécutive, conclue par une spectaculaire accélération des ventes d'actifs 'spéculatifs' (Nvidia, Microstrategy, Palantir, ARM, Tesla, Broadcom...perdant entre -6% et -20%) alors que les dernières déclarations de Trump alimentent les craintes sur la croissance mondiale. Donald Trump a confirmé hier que les produits chinois feraient l'objet de 10% de droits de douane supplémentaires à compter du 4 mars (pas de date en revanche pour une hausse de 25% sur les

produits importés d'Europe, un scénario auquel personne ne croit depuis novembre dernier, tout le monde en ressortirait perdant). La Chine est donc la première à subir des pénalités douanières : son ministre du Commerce a exprimé son opposition ferme à la décision du président américain et annoncé son intention d'adopter des contre-mesures afin de protéger les 'droits et les intérêts légitimes' du pays. Pendant des semaines, la Bourse a négligé l'impact de la guerre commerciale', souligne Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management. 'Il fallait bien, tôt ou tard, que le sujet revienne sur le devant de la scène', indique l'analyste. Les places asiatiques ont elles aussi ac-

cusé le coup vendredi, avec des replis qui s'étagaient en fin de séance entre 2,9% à Tokyo et plus de 3,2% à Hong Kong. Les investisseurs ont toutefois de quoi se rassurer un peu au sujet de l'inflation avec la publication du très attendu indice 'PCE' aux Etats-Unis et de l'ICP en Allemagne: des données qui s'annonçaient cruciales pour la trajectoire de la politique monétaire des deux côtés de l'Atlantique à moins d'une semaine de la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Outre-Atlantique, l'inflation PCE, l'indicateur sur lequel s'appuie la Réserve fédérale pour suivre la dynamique des prix ressort à +2,5% comme prévu (après 2,6% en décembre). Hors alimentation et énergie, le 'taux

Core' a ralenti de 0,3 point à +2,6% d'un mois sur l'autre (là encore, c'est conforme aux prévisions. Taux d'inflation toujours mais en Allemagne : l'indice des prix à la consommation (IPC) devrait s'établir à +2,3% en taux annualisé en février, inchangé par rapport à janvier, selon l'estimation préliminaire de Destatis. Mais il y a avait aussi un autre chiffre jugé crucial dans un contexte de questionnement sur la croissance : les dépenses de consommation des ménages américains ont diminué de 0,2% (c'est une surprise) en janvier par rapport au mois précédent, selon le Département du Commerce, tandis que les revenus sont en augmentation de 0,9% d'un mois sur l'autre (c'est également assez éloigné des attentes de +0,6%).

EUROPE

Bourses en repli à la suite de Wall Street

Les Bourses européennes cèdent globalement du terrain ce vendredi (stabilité à Londres, -0,4% à Francfort et à Paris), dans le sillage de Wall Street où les principaux indices ont chuté la veille (-1,6% pour le S&P500, -2,8% pour le Nasdaq). Les inquiétudes entourant l'impact des tensions commerciales ont fait leur retour, alors que Donald Trump a confirmé que les produits chinois feraient l'objet de 10% de droits de douane supplémentaires à compter du 4 mars. Par le biais de son ministre du Commerce, Pékin a exprimé son opposition ferme à la décision du président américain et annoncé son intention d'adopter des contre-mesures afin de protéger les 'droits et les intérêts légitimes' du pays. 'Pendant des semaines, la Bourse a négligé l'impact de la guerre commerciale. Il fallait bien, tôt ou tard, que le sujet revienne sur le devant de la scène', souligne Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management. Dans ce contexte, les places européennes ne parviennent pas à profiter de nouvelles rassurantes sur le front de l'inflation, telles qu'une chute de son taux annuel en France à 0,8% en février, passant ainsi sous les 1% pour la première fois depuis février 2021.

'Les données nationales publiées jusqu'à présent suggèrent que l'inflation globale de la zone euro a reculé en février et que l'inflation sous-jacente pourrait enfin avoir commencé à baisser de manière plus significative', pointe plus largement Capital Economics. 'Cela soutiendrait les membres du conseil des gouverneurs de la BCE qui plaident en faveur de nouvelles baisses de taux, même au-delà de la réunion de la semaine prochaine', poursuit le bureau d'analyse londonien. Dans l'actualité des valeurs, les investisseurs saluent les publications annuelles d'IAG (+4% à Londres), de Holcim (+3% à Zurich), de BASF (+2% à Francfort) et de Saint-Gobain (+2% à Paris), mais sanctionnent lourdement celle de Teleperformance (-8% à Paris). Les informations et analyses diffusées par Cercle Finance ne constituent qu'une aide à la décision pour les investisseurs. La responsabilité de Cercle Finance ne peut être retenue directement ou indirectement suite à l'utilisation des informations et analyses par les lecteurs. Il est recommandé à toute personne non avertie de consulter un conseiller professionnel avant tout investissement. Ces informations indicatives ne constituent en aucune manière une incitation à vendre ou une sollicitation à acheter.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 27 Février 2025 Valeur : 03 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5850	134.6000
1	EUR	EURO	141.0451	141.0877
1	GBP	POUND STERLING	170.4471	170.5309
100	JPY	JAPANESE YEN	89.9813	89.9973
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5091	18.5119
1	CHF	SWISS FRANC	149.9554	150.0390
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8856	93.9026
1	DKK	DANISH KRONE	18.8950	18.8981
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6235	12.6270
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0450	12.0500
1	AED	UAE DIRHAM	36.6427	36.6518
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8836	35.8895
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.1147	436.3047
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2619	42.6867
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5618	13.5634
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3330	27.4733
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3706	3.3811
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8243	176.8243

LE FTSE 100 SURPERFORME

Les actions new-yorkaises augmentent

Les valeurs vedettes en Europe ont regagné du terrain pour terminer en hausse vendredi après-midi, bien que l'indice FTSE 100 ait surperformé. L'indice FTSE 100 a terminé en hausse de 53,53 points, soit 0,6%, à 8 809,74. Sur la semaine, il a progressé de 1,7 %. Le FTSE 250 a perdu 88,35 points, soit 0,4 %, à 20 326,38 points, et l'AIM All-Share a perdu 3,89 points, soit 0,6 %, à 703,83 points. Le Cboe UK 100 a terminé en hausse de 0,6% à 882,15, le Cboe UK 250 a perdu 0,5% à 17 655,88, et le Cboe Small Companies a perdu 1,0% à 15 534,59. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,1 %, tandis que le DAX 40 à Francfort a à peine bougé. La livre était cotée en baisse à 1,2588 USD vendredi en fin de journée à Londres, contre 1,2626 USD à la clôture des marchés boursiers jeudi. L'euro était en baisse à 1,0406 dollar, stable par rapport à 1,0407

dollar. Face au yen, le dollar s'échangeait en hausse à 150,38 yens contre 149,97 yens. Le baril de pétrole Brent a baissé à 72,62 USD, contre 73,76 USD jeudi soir. L'or était en baisse à 2 848,92 USD l'once contre 2 873,26 USD. A New York, le Dow Jones Industrial Average était en hausse de 0,5% en temps utile pour la clôture des marchés boursiers de Londres. Le S&P 500 et le Nasdaq Composite étaient en hausse de 0,4 %. Un indicateur de l'inflation américaine très surveillé a décéléré comme prévu en janvier, selon des chiffres publiés vendredi. Selon le Bureau of Economic Analysis, l'indice de base des dépenses de consommation personnelle a augmenté de 2,6 % en janvier, contre 2,9 % en décembre. La lecture était en ligne avec le consensus cité par FXStreet. L'indice PCE de base est la jauge d'inflation préférée de la Réserve fédérale. L'indice principal PCE, qui contraire-

ment aux données de base prend en compte les aliments et l'énergie, a montré que le rythme de l'inflation annuelle a diminué à 2,5 % le mois dernier, par rapport à 2,6 % en décembre, en ligne avec le consensus. "Le taux d'inflation annuel de base de 2,6 % est encore trop élevé au goût de la Fed et, compte tenu de l'accumulation des mesures tarifaires inflationnistes, nous restons d'avis que les réductions de taux ne sont pas à l'ordre du jour cette année. La tâche de la Fed devient plus délicate si la forte baisse de la consommation en janvier était le signe d'un affaiblissement de la force des consommateurs, mais une partie de cette baisse peut être attribuée à des conditions météorologiques hivernales anormalement sévères", a commenté Thomas Ryan, analyste chez Capital Economics. Les inquiétudes concernant les droits de douane ont troublé les actions plus tôt dans la journée de vendredi.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية لزرادة
بلدية سويدانية
01 تأسيس 2025

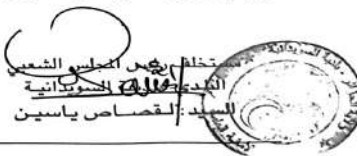
وصل تسجيل التصريح التأسيسي لجمعية بلدية
ذات طابع حي

بمقتضى القانون 06-12 المؤرخ في 18 صفر 1433 الموافق لـ 12/جانفي 2012
المتعلق بالجمعيات تم هذا اليوم: 2025/02/25

تسليم وصل تسجيل التصريح بتأسيس الجمعية المسماة :

جمعية حي 1800 مسكن الطيب فرحات احميدة

الكائن مقرها بحي النخيل فيلا 13 السويدانية
رئيس الجمعية المنتخب خلال الجمعية العامة التأسيسية: روابح عمر
تاريخ ومكان الميلاد: 1974/12/06 عين بنیان -الجزائر-
القاطن بحي 1800 مسكن عدل عمارة 44 رقم 14 بالسويدانية



المرجع : القانون 06-12 المؤرخ في 18 صفر 1433 الموافق لـ 12/جانفي 2012 المتعلق بالجمعيات

TOUJOURS ROBUSTE

L'économie suisse sous pression

Les perspectives pour l'économie suisse sont sous pression mais restent robustes, selon le baromètre conjoncturel du KOF publié vendredi, qui note cependant une détérioration dans la chimie et la pharmacie, le premier secteur d'exportation du pays alpin.

En février, ce baromètre qui permet de traquer la tendance à court terme pour le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse, a reculé de 1,3 point pour revenir à 101,7 points, après une embellie en janvier, a indiqué dans un communiqué le centre de recherches conjoncturelles de l'école polytechnique fédérale qui le calcule tous les mois. Il reste cependant au-dessus du seuil des 100 points, qui marque le seuil de croissance pour l'économie helvétique. "La conjoncture suisse ressent des vents contraires mais affiche des perspectives robustes", estiment donc les chercheurs de cet institut.

Les différents sous-indicateurs dans la production "sont tous sous pression à l'exception du secteur de la construction", notent-ils, au regard de "mauvaises perspectives" quant à la situation générale des affaires. Les indicateurs concernant les carnets de commandes et les exportations sont en revanche plus favorables, selon eux. Les sous-indicateurs pour l'industrie électrique et le secteur de la métallurgie "affichent à nouveau des perspectives positives", selon leurs relevés. Par contre, ils sont "particulièrement en baisse" dans la chimie et la pharmacie ainsi que dans la construction mécanique et secteurs liés à la construction automo-

bile. L'an passé, les commandes dans l'industrie helvétique ont quasi-stagné par rapport à leur niveau de 2023, face à une baisse de la demande en provenance notamment d'Allemagne, le premier partenaire commercial de la Suisse en Europe. En 2024, les exportations du secteur de la chimie et de la pharmacie ont progressé de 10% par rapport à l'année précédente, selon l'office fédéral de la douane. Mais celles des machines et équipements électriques, le deuxième secteur d'exportation de la Suisse, ont reculé de 2,6% tandis que celles liées au travail des métaux ont chuté de 6,2%.

ETATS-UNIS

Un indice majeur d'inflation ralentit sur un an à +2,5%

L'inflation a ralenti en janvier aux Etats-Unis, à +2,5% sur un an contre 2,6% un mois plus tôt, dans la lignée des attentes et après plusieurs accélérations consécutives, selon l'indice officiel PCE publié vendredi. Sur un mois, le rythme de l'inflation est resté inchangé, à +0,3%, selon cet indice

publié par le ministère du Commerce. Ce ralentissement - sur un an et sur un mois - était attendu par les analystes, d'après le consensus publié par MarketWatch.com. Cette donnée marque un infléchissement d'une tendance à l'accélération depuis octobre de cet indice,

privilegié par la Réserve fédérale (Fed) américaine pour conduire sa politique monétaire. La banque centrale de la première économie mondiale vise une inflation de 2%. Surtout, cette publication contre-balance un autre indicateur d'inflation, l'indice PCI, qui avait accéléré pour

le quatrième mois d'affilée en janvier, alors que les analystes s'attendaient à un ralentissement. L'indice PCE sous-jacent, c'est-à-dire excluant les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, a aussi nettement ralenti sur un an (+2,6% contre +2,9% en décembre)

ALLEMAGNE

L'inflation stable en février, à 2,3% sur un an

L'inflation en Allemagne est restée stable en février, à 2,3%, selon des chiffres provisoires publiés vendredi, une semaine avant une nouvelle réunion de la Banque Centrale Européenne qui pourrait de nouveau baisser ses taux d'intérêts. Cette hausse des prix à la consommation, calculée par l'institut Destatis, est similaire à celle de janvier. Elle est en ligne avec les prévisions de la plateforme financière Factset. Elle marque une stabilisation de l'inflation après trois mois de remontée entre octobre et décembre dans la première économie européenne. En rythme mensuel, les prix à

la consommation ont augmenté de 0,4% entre janvier et février. L'inflation sous-jacente, qui exclut les biens de consommation et de l'énergie, a freiné à 2,6% sur un an, soit 0,3 point de moins qu'en janvier. Dans le détail, la hausse des prix des biens de consommation s'est élevée à 2,4% sur un an, une forte accélération comparé à janvier, où elle n'était que de 0,8%. La hausse des prix dans les services, qui tire normalement l'indicateur à la hausse, a en revanche ralenti à 3,8% sur un an en février, contre 4,0% le mois précédent. Une "bonne nouvelle" qui devrait se poursuivre les prochains

mois, selon un analyste, "car la pression des salaires exercée sur les coûts s'atténue". Particulièrement volatils dernièrement, les prix de l'énergie resteront "l'un des principaux moteurs de l'inflation globale" en Allemagne ces prochains mois, avertit un autre analyste. L'indice harmonisé des prix, scruté par la BCE, est stable à 2,8% sur un an. Lors de sa prochaine réunion monétaire jeudi, la Banque centrale européenne devrait de nouveau baisser ses taux d'intérêt mais elle commence à réfléchir au ralentissement voire à l'arrêt de son cycle d'assouplissement entamé en juin.

PORTUGAL

PIB en hausse de 1,9% en 2024

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal a progressé de 1,9% sur l'ensemble de l'année 2024 après une hausse de 2,6% l'année précédente, selon une estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques

(Ine). Cette estimation annuelle est légèrement supérieure aux prévisions du gouvernement et de la Banque du Portugal, qui tablaient sur une croissance de 1,8% et de 1,7% respectivement. La croissance a été soutenue

par la demande intérieure qui "a apporté une contribution positive à la variation annuelle du PIB, supérieure à celle de l'année précédente", souligne l'Ine qui a revu en hausse la croissance pour 2023 à 2,6% après avoir "incorporé de nou-

velles informations". L'office des statistiques a confirmé une hausse du PIB de 1,5% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, après une augmentation de 0,2% au 3e trimestre. Pour cette année, le

gouvernement portugais s'attend à une croissance de 2,1%, selon le projet de budget de l'Etat pour 2025. De son côté, la Banque du Portugal prévoit une hausse du PIB de 2,2% cette année et l'année prochaine

ARGENTINE

Javier Milei déréglemente les droits d'auteur

Le gouvernement argentin de l'ultralibéral Javier Milei a annoncé la déréglementation des droits d'auteur, qui ne seront plus gérés exclusivement par des organismes collectifs représentant écrivains, compositeurs et interprètes, au nom de l'élimination des «intermédiaires». Jusqu'à présent, cinq sociétés dites «de gestion collective» (SGC) étaient seules habilitées à gérer la collecte de droits d'auteur et fixer les tarifs, selon le métier considéré: musicien, scénariste, acteur, réalisateur, écrivain. Le décret, publié jeudi au Journal offi-

ciel, permet aux artistes de conclure des accords particuliers sans intervention des SGC, en «collectant eux-mêmes leurs droits et fixant le tarif avec l'utilisateur», a défendu le ministre de la Déréglementation et Transformation de l'Etat, Federico Sturzenegger, saluant une «liberté retrouvée» des auteurs. Le décret, s'il ne supprime pas les SGC existantes, permet la création de nouvelles, et à tout un chacun de proposer des services de gestion de droits d'auteur, au nom de la «concurrence» et pour éviter des «monopoles» culturels.

«Beaucoup plus d'activité» Argentores, la société des auteurs argentins, a dénoncé le décret et réaffirmé dans un communiqué «l'importance de la gestion collective des droits». «L'action mutuelle menée par ces entités (SGC), qui ne reçoivent pas un centime de l'Etat, est fondamentale pour rendre efficace la défense des droits d'auteur. Mettre en danger cette fonction sociale, c'est s'attaquer aux moyens de subsistance des créateurs», dénonce l'association. Mais des voix du monde des arts et du

spectacle ont aussi salué la mesure, tel l'homme d'affaires et producteur de concerts Daniel Grinbank. Bien que «pas en phase avec ce gouvernement», il estime dans le journal La Nacion que les SGC s'étaient au fil du temps «transformées en une élite bureaucrate» et «parmi les plus chères du monde» dans leur genre. Avec une liberté de négociation accrue des artistes, il a prédit «beaucoup plus d'activité dans tous les domaines».

CANADA

Croissance du PIB plus forte qu'attendu au 4e trimestre, à 2,6%

Le Canada a enregistré au 4e trimestre une croissance de 2,6% de son PIB, dépassant les attentes des analystes, a annoncé vendredi l'agence statistique nationale, mais les conséquences d'une possible hausse des droits de douane suscite de l'incertitude. Les dépenses des ménages, les investissements des entreprises et les exportations ont stimulé cette croissance, a précisé Statistique Canada dans un communiqué. La construction résidentielle a également affiché sa plus forte croissance en plus d'un an. Cette progression a toutefois été freinée par une réduction généralisée des stocks non agricoles, "les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail ayant enregistré des diminutions notables", a noté l'organisme. Au troisième trimestre, la croissance s'était élevée à 2,2% - révisée en hausse vendredi par rapport à une première estimation de 1%. L'économie canadienne a "montré quelques signes de vie" au cours du dernier trimestre 2024, a commenté un économiste. Mais l'imposition de droits de douane importants et généralisés sur les produits canadiens, comme le menace le président américain Donald Trump dès mardi prochain, "pourrait facilement étouffer la croissance" et le premier trimestre 2025 "verra probablement un ralentissement des dépenses d'investissement en raison des incertitudes", a-t-il ajouté.

XIAOMI SU7 ULTRA

De 0 à 100 km/h en 1,98 s

Avec la SU7 Ultra, Xiaomi frappe un grand coup dans l'univers des berlines électriques performantes. Cantonnée à la Chine pour le moment, elle interroge sur le succès des électriques face aux constructeurs européens.

La Xiaomi SU7 Ultra vient de faire une entrée remarquée sur le marché chinois. Annoncée comme la berline électrique la plus radicale jamais produite par le néo-constructeur – de smartphones, initialement, rappelons-le –, ce modèle a priori ultra-performant a non seulement dévoilé des chiffres techniques élevés, mais il a également battu des records de ventes dès son lancement jeudi 27 février. En seulement 10 minutes, 3 680 unités ont été commandées, réalisant un tiers de l'objectif annuel.

Un lancement explosif pour la Xiaomi SU7 Ultra

Pas spécialement bon marché, cette version sportive de la berline SU7 se positionne face à une Porsche Taycan Turbo GT, tout en étant plus de 2,5 fois moins chère, avec un prix de 814 900 yuans (106 900 euros). Une offensive qui interpelle d'autant plus que Xiaomi prépare son arrivée en Europe, avec une équipe dédiée à la planification et à la gestion de ses ventes à l'étranger. Le constructeur annonce en effet que cette équipe serait composée d'experts en études de marché, de gestionnaires de projets et d'ingénieurs spécialisés dans le support après-vente. Par ailleurs, des profils techniques ont aussi été recrutés pour analyser et adapter les systèmes de conduite autonome de Xiaomi aux réglementations européennes.

Une fiche technique délirante : 1 548 ch, le 0 à 100 km/h en 1,98 s

Dans la guerre des chiffres, la Xiaomi SU7 Ultra impressionne par les chiffres annoncés. Équipée de trois moteurs électriques, elle développe une puissance cumulée de 1 548 ch, la propulsant de 0 à 100 km/h en seulement 1,98 seconde et de 0 à 200 km/h en 5,86 secondes. Sa vitesse maximale atteint 350 km/h, ce qui en ferait l'une des berlines électriques les plus rapides au monde.

L'un des atouts majeurs de la SU7 Ultra réside dans sa batterie haute puissance, qui utilise la même technologie que la version standard SU7, mais avec une capacité de décharge maximale de 16C. Cela signifie que la batterie est capable de délivrer 1 330 kW (1 808 ch) en pic, une valeur supérieure à la puissance totale des moteurs. Même avec 20% d'autonomie restante, le système peut encore délivrer 800 kW de puissance. En dépit de ces chiffres, la Xiaomi SU7 Ultra reste un mastodonte, avec un poids affiché de 2 360 kg. Pourtant, sa puissance spécifique de 656 ch/tonne surpasse celle d'une Porsche Taycan Turbo GT (476 ch/tonne) ou encore d'une Lamborghini Revuelto (573 ch/tonne).

Aérodynamique et fibre de carbone

Pour promettre un comportement dynamique à la hauteur, Xiaomi a intégré un système de gestion du couple vectoriel. Chaque moteur peut ajuster 500 fois par seconde la répartition de la puissance sur chaque roue pour optimiser le passage en courbe et améliorer l'agilité. En sus, l'aérodynamisme est optimisé par rapport à la version standard, avec un kit carrosserie de 17 éléments en



fibre de carbone et un toit de 1,7 m² de carbone permettant de gagner 12 kg sur la balance. Aussi, entre le becquet avant, le diffuseur et l'aileron arrière, le kit peut générer plus de 400 kg de force d'appui.

Les efforts sur le refroidissement sont également intéressants, avec une capacité de dissipation thermique de 2,7 millions de joules par minute, soit trois fois plus que la moyenne des véhicules électriques. Xiaomi a renforcé la pompe à eau, le ventilateur de refroidissement et le radiateur, pour maintenir des performances optimales même sur circuit. D'ailleurs, le constructeur n'hésite pas à rappeler que la SU7 Ultra a tourné sur le circuit du Nürburgring en 6 min 46,874 s, contre 7 min 7,55 s pour la Porsche Taycan Turbo GT avec pack Weissach.

Freinage et suspension conçus pour la piste

Pour maîtriser sa puissance, Xiaomi équipe la SU7 Ultra de freins carbone-céramique d'un diamètre de 430 mm à l'avant, plus résistants aux hautes températures et 57 kg plus légers que des disques classiques en acier. Des étriers Akebono à six pistons à l'avant et quatre pistons à l'arrière, couplés à des plaquettes compétition Endless, assurent un freinage régénératif qui peut atteindre une décélération de 0,6 g et récupérer plus de 400 kW d'énergie. Côté pneumatiques, la SU7 Ultra est chaussée de Pirelli P

Zero 5, en 265 mm à l'avant et 305 mm à l'arrière. La suspension semble au diapason, avec un système pneumatique adaptatif et la possibilité d'opter pour des amortisseurs Bilstein EVO T1.

À bord, Xiaomi donne le sentiment d'avoir fait des efforts, même si nous n'avons évidemment pas pu le vérifier. L'intérieur est habillé de fibre de carbone et d'Alcantara. Mais c'est surtout sur la technologie embarquée que la SU7 Ultra entend se distinguer, avec non seulement un système d'info-divertissement qui tourne sous un processeur Qualcomm Snapdragon 8295 et le système Xiaomi HyperOS, mais en plus, Xiaomi annonce intégrer son système Xiaomi Pilot, animé par deux puces Nvidia Orin X délivrant une puissance de 508 TOPS, et épaulé par un lidar dernière génération. Grâce à ce système, la SU7 Ultra offre une conduite autonome de niveau 3, capable d'opérer sans intervention humaine dans certains scénarios. En Chine, cette technologie est un argument de poids face aux constructeurs européens, qui n'en font plus forcément une priorité.

Et après ?

En seulement trois ans et demi, Xiaomi est passé du marché de l'électronique grand public à celui des voitures électriques. Le lancement de la berline électrique SU7 en mars 2024 a marqué cette transition. Xiaomi a

livré en effet plus de 135 000 unités de la SU7 en seulement neuf mois, alors que l'objectif initial était de 100 000 exemplaires pour l'année.

Pour maintenir cette dynamique, Xiaomi a récemment levé le voile sur son second modèle électrique, le SUV YU7, dont la commercialisation sera lancée pendant l'été et dont les ambitions sont aussi élevées, avec 300 000 ventes attendues.

Mais, dernièrement, la marque a bénéficié d'un coup de projecteur inespéré avec les déclarations de Jim Farley, le grand patron de Ford, qui affirmait dans une interview : "Je conduis [une SU7] depuis six mois maintenant, et je n'ai pas envie de la rendre". Il ajoutait ensuite cette réflexion intéressante : "En Chine, Huawei et Xiaomi, les deux plus grandes entreprises de smartphone, sont présentes dans chaque véhicule fabriqué. Xiaomi est un mastodonte de l'industrie et une marque grand public beaucoup plus forte que la plupart des constructeurs automobiles." Des mots qui ne peuvent occulter le fait que le constructeur asiatique a tout de même vendu à perte sur les six premiers mois de la commercialisation, perdant jusqu'à 9 200 \$ (8 5017 €) par voiture. Reste à voir comment, désormais, la marque compte s'y prendre pour réussir en Europe, alors que BYD ou Xpeng, qui arrivent pourtant avec des moyens colossaux et des ambitions élevées, peinent encore à nous convaincre.

Les résultats trimestriels de Lenovo tirés par l'infrastructure et les services

Le groupe chinois affiche près de 19 Md\$ de revenus et un doublement de son bénéfice net pour le compte de son troisième trimestre 2024-2025. L'activité serveurs a bondi de 60 %.

Depuis le début de son exercice en cours, Lenovo est abonné aux croisances trimestrielles de revenus à deux chiffres. Pour le compte de son troisième trimestre 2024-2025, le géant Chinois de l'IT a dégagé 18,8 Md\$ de chiffre d'affaires, soit une hausse de 20 % d'une année sur l'autre. Tous les autres indicateurs financiers du groupe sont au vert, notamment la marge brute, qui a gagné 14 % à près de 3 Md\$, et le résultat opérationnel, qui s'est apprécié de 12 % à 688 M\$. Finalement, Lenovo affiche un résultat net de 693 M\$, contre 357 M\$ lors de son troisième trimestre 2023-2024.

Une contribution positive de toutes les branches

« Le chiffre d'affaires et le bénéfice de Lenovo ont tous deux connu une croissance importante au cours du dernier trimestre, grâce à une solide performance de toutes les activités principales. Notamment, le segment ISG qui est redevenu rentable », s'est félicité Yuanqing Yang, le président et CEO de Lenovo. La branche ISG (Infrastructure Solutions Group), qui chapeaute l'activité serveurs de



Lenovo, a précisément vu son chiffre d'affaires croître de 60 %. Il s'est ainsi établi à 3,9 Md\$ et a permis à l'activité d'être à l'équilibre sur le plan des bénéfices. Le fabricant indique que ces résultats tiennent notamment à une hyper croissance de ses ventes auprès des fournisseurs de services

cloud et à une bonne tenue de ses livraisons auprès des entreprises. De son côté, la division SSG (Solutions and Services Group) affiche une croissance à deux chiffres (12 %) pour le quinzième trimestre consécutif. Elle pèse 20 Md\$ de revenus, sur la base desquels a été dégagée une

marge opérationnelle de 20 %. Les revenus qu'elle tire des ventes de solutions et de services non matériels sont restés sa principale source de bénéfices et continuent de croître. Ils ont progressé de cinq points à période comparée de l'exercice précédent, pour représenter 60 % du chiffre d'affaires de la branche SSG.

La part des ventes de PC continue de baisser

Enfin, la branche Intelligent Devices Group (IDG), qui chapeaute notamment l'activité historique de fabricant de PC de Lenovo, a repris du poil de la bête, à l'image des marchés sur lesquels elle évolue. Elle affiche une croissance trimestrielle de 12 % pour un chiffre d'affaires de 13,8 Md\$ et une marge opérationnelle de 7,3 %. Elle a bénéficié d'une hausse de 10 % ses ventes de PC et d'une progression de 21 % de ses ventes de smartphones. Les ventes de PC pèsent toutefois de moins en moins dans l'activité globale de Lenovo. Lors du trimestre écoulé, elles ont apporté 54 % de ses revenus au groupe, soit 4 points de moins qu'un an auparavant.

L'industriel Covestro veut adjoindre un agent IA à chaque salarié

Walter Grüner, DSI et CDO du fabricant de matériaux polymères Covestro, croit dur comme fer à l'IA. Il veut déployer progressivement un agent d'IA pour chaque employé et compte même se débarrasser de certains progiciels en les remplaçant par des développements maison avec l'aide d'un autonomous coding agent. « Pour la première fois chez Covestro, il est impératif d'inclure la technologie informatique dans nos considérations stratégiques », dit Walter Grüner, DSI et CDO du fabricant de matériaux polymères Covestro Allemagne, à l'occasion des Hamburg IT Strategy Days. Un changement important, en particulier pour un industriel de la chimie concentré jusqu'à présent sur ses procédés. « L'utilisation de l'IA n'est pas négociable si l'on veut rester compétitif, selon le DSI, car elle fera la différence entre les leaders, ceux qui resteront à la traîne et les perdants. » Walter Grüner évoque ainsi le

contrôle totalement autonome des usines par l'IA. Un premier système fonctionne déjà de manière autonome depuis 9 mois, ce qui permet d'obtenir selon le DSI, des temps de réaction optimaux, une faible consommation d'énergie et des produits de plus grande qualité. Dans le domaine de la finance, l'IA s'assure que les risques de change, loin d'être négligeables quand on affiche un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros, sont couverts.

Une sensibilisation des cadres supérieurs

Pour accélérer l'intégration de l'IA dans les process, tous les cadres supérieurs de l'industriel ont suivi une session de formation de quatre heures sur le sujet. Un programme assez complet, selon le DSI, avec des informations sur ce qui se passe ailleurs, ce qui existe déjà chez Covestro ou ce que l'IA signifie pour tel ou tel domaine métier. « C'était indispensable, insiste Walter Grüner, car

le déploiement de l'IA ne fonctionne que du haut vers le bas, sinon vous n'atteignez pas tous les métiers et vous n'êtes pas suffisamment convaincant. D'autant que le développement rapide et difficile à anticiper de l'IA s'accompagne d'un changement de paradigme. Je ne peux pas planifier une stratégie d'IA dans un programme à 5 ans. C'est une approche complètement erronée. D'autant qu'il y a très peu de transparence sur les coûts associés. Ce sont aussi des éléments qu'il faut transmettre aux managers ». Le DSI a découpé sa stratégie d'IA en trois objectifs : l'augmentation de l'efficacité avec les technologies d'IA actuelles, le développement de nouveaux business models et la poursuite d'une vision à long terme dans laquelle un agent d'IA serait affecté à chaque employé. Walter Grüner et son équipe veulent ainsi faire en sorte que chacun des 8 000 employés de l'entreprise, réalisant des tâches pour lesquelles l'IA peut être

utilisée de manière judicieuse, puisse utiliser cette technologie de manière exhaustive au quotidien. Ils ont donc commencé à déployer un assistant virtuel Covestro, appelé Cova, qui joue un rôle particulier dans la stratégie. Cette démarche devrait conduire à une organisation plus efficace et plus intelligente, si l'on en croit le DSI, qui affirme qu'actuellement, 4 500 employés utilisent déjà Cova au moins une fois par semaine dont 1 200 quotidiennement.

Se libérer des logiciels du marché

Selon Covestro, les employés ont vendu 35% d'acide chlorhydrique en plus l'année dernière en s'aidant de Cova pour rechercher et ouvrir de nouveaux marchés. Au sein de la DSI, l'Autonomous Coding Agent intégré à Cova permet de se libérer progressivement de la dépendance aux logiciels standards, que le DSI qualifie cyniquement de paradigme Pay & Pray. Covestro prévoit de rem-

placer cette année trois progiciels par des solutions développées en interne dans son propre cloud. « Je me réjouis déjà du non-renouvellement du contrat à la fin de l'année », glisse triomphalement Walter Grüner, appelant ses collègues DSI à en faire de même.

Des DSI créatifs et en contrôle

« Il n'y a plus d'excuse - il est important d'emmener les employés avec vous sur la voie de ce changement, dit le DSI. Vous ferez alors partie d'un voyage que vous n'avez fait qu'une seule fois dans votre carrière. Devenez des DSI différents, des DSI créatifs qui ont l'ensemble de l'entreprise à l'esprit, ainsi que les opportunités qu'offre cette technologie. Cette fois, nous contrôlons notre façon de jouer et ce sera extrêmement bénéfique pour n'importe quelle entreprise ».

Brèves

Sora disponible en Europe

Après sa présentation en février 2024 et un lancement officiel en décembre aux Etats-Unis, l'outil de génération de vidéo d'OpenAI à partir d'une simple requête textuelle est maintenant accessible aux utilisateurs européens dont la France. Ce décalage est devenu la norme pour vérifier la conformité au RGPD notamment. Pour s'en servir, il faudra avoir souscrit un abonnement à ChatGPT Pro ou Plus. Ces derniers pourront générer jusqu'à 50 vidéos par mois en 720p et d'une durée de 5 secondes. Les abonnés Pro, eux, pourront créer jusqu'à

500 vidéos en 1080p et d'une durée de 20 secondes. A sa sortie, Sora a impressionné par la qualité des films élaborés, même si des défauts persistent. Elle a aussi soulevé des questions autour des droits d'auteurs avec plusieurs affaires en cours. L'outil est en concurrence avec Veo2 de Google, MovieGen de Meta, Aura AI de Microsoft,...

Microsoft débranche Skype le 5 mai

Après deux décennies de bons et loyaux services, Skype va être éteint au début du mois

de mai. L'outil de voix sur IP (en mode peer to peer) lancé en 2003 par le Suédois Niklas Zennström et le Danois Janus Friis a connu son apogée au début des années 2000. En 2005, il a été vendu à Ebay pour un montant de 2,6 Md\$ avant d'être revendu en 2009 à un consortium. Il faudra attendre 2011 pour que Microsoft aligne 8,4 Md\$ pour s'en emparer. La firme de Redmond a ensuite essayé de monétiser Skype auprès du grand public et des entreprises. Depuis des années, elle a préféré se focaliser sur Teams, son outil collaboratif. La société enjoint donc les utilisateurs de Skype à migré vers Teams ou d'autres plateformes.

Intel retarde son usine de l'Ohio

Selon Columbus Dispatch, le fondateur de Santa Clara a reporté l'ouverture de son usine du comté de Licking de New Albany ne serait par ouverte avant 2030 ou 2031 contre 2025 initialement. Le projet est estimé à 28 Md\$ et la firme a déjà investi 3,7 Md\$. Pour expliquer ce retard, le quotidien local évoque les problèmes financiers d'Intel, mais aussi l'alignement avec la demande en semi-conducteurs. La société a averti les employés de ce retard dans un message.

Mots fléchés

Écoles	↓	Hirondelles de mer	↓	Chanteur de Police	↓	Travail forcé	↓	Département français	↓	Considération	↓	Grenelai	↓
Professeurs des écoles	↓	Canal entre la mer rouge et la Méditerranée	↓			Liaisons intimes	↓			Se bidonner	↓		
	↓						↓				↓	Édifices religieux	
Auteur du juif errant	→			Fille de Cadmos	→			Billot d'acier sur les quais	→				↓
Retrancher	↓							Astucieuses	↓				
	↓			Nickel	→		Éthéré	→	↓				
							Arturo de Bertold Brecht	↓					
Personnage crée par Goscinny et Tabary	→								Prénom féminin	→			
Puis	↓								Rivière suisse	↓			
	↓		Radieuse		Île italienne	Instrument de musique marocain	→			↓	Panicule	→	
Républiques socialistes	→		↓		↓								
Fin de messe	↓				Pluriel de leu		Groupe terroriste en Algérie	→			En ce lieu		Impression
	↓			Aluminium	→		Titre d'honneur chez les anglais	→		Près de	→	↓	↓
										↓	↓		↓
Département français	→									↓			
Style musical	↓						Personne en surpoids	Conjoncture		Femelle du lapin de garenne Sage	→		
	↓						↓	↓		↓			
			Circonscription ecclésiastique	→								Père de Thésée	Lettre grecque
Sur une plaque des Pays-Bas	→				Tablèrent	→						↓	↓
Alcaloïdes	↓			Sillon anatomique		Percée	↓						
	↓			↓		↓			Présentateur de la télévision française	→			
								Atome	↓				
Rappliquée	Pataugés	→						Commune de la Haute-Vienne	→				Dit quand l'enfant a faim
	↓												↓
								Boursouflure	→				
								Tranchées	↓				
Contestée	→					Béryllium	Petite route	→		Dénué d'intelligence		Indium	→
Cycles	↓									↓			
				Elle a sa baie des anges	Céréale	↓				Occupation illégale	→		
				↓	Longue période								
Lichen	→			↓			Ruminant d'Afrique	→				Belle fleur	Anneau de cordage
Transparent	↓						↓						↓
						Devant Paso au Texas	→	↓		Aboutissement	→		↓
						Pronom personnel				Sélénium	↓		
Aïeux	→					↓				↓			
Pilier	↓									Crépuscule	→		
										↓			
					Commencements	→					Il peut être d'entrée	→	
Equerre	→			Elles jacassent	→				Pour faire son beurre	→			

La valeur de la Bourse d’Alger atteindra 740 milliards DA en 2025

Le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada a annoncé, jeudi à Oran, que la valeur de la Bourse d'Alger devra atteindre 740 milliards DA en 2025, avec l'entrée en bourse de la Banque de Développement Local (BDL). Il a souligné que la valeur boursière de la Bourse d'Alger a connu une forte hausse, en 2024, passant de 68 milliards DA en 2023 à 520 milliards DA, soit une augmentation de 700 pour cent, ajoutant que la Bourse poursuivra cette trajectoire ascendante, cette année, atteignant une valeur de 740 milliards DA en 2025, dès l'entrée en bourse de la Banque de Développement Local, qui a récemment achevé sa période d'introduction, a indiqué le même responsable.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Dimanche 2 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



À L'OCCASION DE L'AVÈNEMENT DU MOIS DE RAMADHAN

Le président de la République adresse ses vœux au peuple algérien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi soir, ses vœux au peuple algérien, à l'occasion de l'avènement du mois de Ramadhan, appelant à "renforcer l'esprit de fraternité et de solidarité enraciné dans la société algérienne qui vit aujourd'hui dans la sécurité et de la stabilité". Le Président de la République a présenté ses vœux au peuple algérien, dont voici la traduction APS: "Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, Que le salut soit sur notre Prophète et guide Mohamed, mille prières et Paix sur lui, Citoyennes, Citoyens, A l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan 1446, il me plait de vous adresser mes vœux les meilleurs et les plus sincères. Nous accueillons ce mois sacré aux portées spirituelles qui nous incitent à renforcer davantage l'esprit de fraternité et de solidarité enraciné dans la société algérienne jouissant aujourd'hui de la sécurité et de la stabilité, au moment où notre pays a réalisé, grâce à ses filles et fils, un bond qualitatif en matière de concrétisation des engagements et des acquis aux impacts directs sur le citoyen, particulièrement la préservation du pouvoir d'achat et la lutte contre toute forme de spéculation notamment sur la nourriture des algériens et des algériennes. Je tiens également à saisir cette occasion pour adresser mes vœux les meilleurs et les plus sincères à nos enfants à l'étranger, implorant Allah Tout-Puissant d'accepter leur jeûne et leurs prières, sans oublier nos frères en Palestine meurtrie, pour qui nous prions qu'Allah Apaise leurs douleurs et Unisse leurs rangs. Je vous souhaite un Ramadhan béni à tous. Vive l'Algérie. Gloire à nos martyrs. Que la paix et la bénédiction d'Allah vous entoure".

BANQUE

Le Data center de la BNH obtient la certification «TIER III Design»

Le Data center de la Banque nationale de l'Habitat (BNH) vient d'obtenir la certification "TIER III Design", délivrée par Uptime Institute, dont les normes sont mondialement reconnues pour la disponibilité et la performance globale des Data centers. Selon un communiqué de la BNH, "cette classification est la première du genre décernée à un Data center d'une banque en Algérie et la troisième au niveau national, et représente, à ce titre, un jalon important pour la BNH et la place bancaire". "Le montage de ce Data center a été le fruit d'un partenariat entre la BNH et l'Entreprise d'appui au développement du numérique (EADN)", précise la même source. "Cette certification marque une étape clé dans notre engagement en faveur de l'excellence et de la fiabilité de nos infrastructures", s'est félicité dans le communiqué le directeur général de la BNH, M. Ahmed Belayat. "Ce Data center est le fruit d'un effort collectif qui témoigne de la qualité du partenariat entre la BNH et l'EADN", a-t-il ajouté. Les normes Tier d'Uptime mesurent la capacité d'un Data center à répondre aux besoins d'une organisation, explique le communiqué qui précise également que les certifications de cet institut, basé à New York, ont obtenu une reconnaissance mondiale et constituent une marque d'excellence unique pour les entreprises très performantes.

FORMATION AUX MÉTIERS MINIERS

Sonarem prévoit de lancer une école d’ici fin 2026

Par R.E.

Sonarem Ettakwine (formation), filiale du groupe minier industriel Sonarem, prévoit de lancer une école dédiée aux métiers miniers à Ain Taya (Alger) d'ici fin 2026, avec une capacité de 300 places pédagogiques, a indiqué son directeur général, M'hidi Djebbar. Le projet, en phase de finalisation du cahier des charges, sera situé sur un site de quatre hectares ayant abrité une ancienne institution de formation a expliqué M. Djebbar à l'APS. L'attribution du marché est prévue pour juillet prochain, a précisé le responsable, soulignant l'importance de cette initiative pour renforcer les compétences dans le secteur minier. Dans la même optique, Sonarem Ettakwine prévoit également la création d'un institut spécialisé dans la formation aux explosifs des industries extractives et à la maintenance des engins, sur le site de l'ancienne école des mines d'El Abed, dans la wilaya de Tlemcen. En parallèle, Sonarem Ettakwine a assuré en 2024 pas moins de 174

actions de formation dans les métiers de la mine, au profit de 2.300 apprenants, dans des spécialités telles que la maintenance, la réparation d'engins et l'adaptation aux spécificités des postes de travail. Créée en juillet 2023, la filiale a pour mission principale de former et développer les compétences nécessaires à l'exploitation minière. Elle joue un rôle clé dans l'accompagnement des grands projets du secteur, notamment le développement du gisement de fer de Gara Djebilet. Ainsi, une session de formation a été menée au profit des travailleurs de l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal), en prévision du lancement à grande échelle de ce projet stratégique. Entre 200 et 250 travailleurs seront recrutés et formés en 2025 pour accompagner cette montée en puissance, a précisé M. Djebbar. Par ailleurs, dans le cadre du projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour (Béjaïa), 11 jeunes ont suivi une formation spécifique, combinant cours théoriques à Tala Hamza-Amizour et formation pratique dans les mines

souterraines de Sétif. Une autre session a été organisée à Amsmissa (Tamanrasset) en vue de la relance de l'exploitation de la mine d'or de la région. Sonarem Ettakwine est également présente dans les pôles miniers de Ouenza, Bir El Ater et Bled El Hadba (Tébessa), et prend en charge les formations en gestion des ressources humaines, management et comptabilité pour l'ensemble des filiales du complexe Sonarem. Un pôle de recherche pour l'innovation dans le secteur minier dans une démarche de développement et d'innovation, Sonarem Ettakwine prévoit également la mise en place d'une unité de recherche, avec un noyau de spécialistes nationaux et internationaux. Cette structure ambitionne de créer un répertoire d'experts en appui à l'industrie minière et d'assurer des missions de conseil et d'expertise.

DÉCÈS DE LA JOURNALISTE HOUDA NADIR

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses condoléances

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, samedi, ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille de la journaliste du quotidien "El-massa", Houda Nadir, décédée, vendredi, à l'âge de 58 ans des suites d'une longue maladie. "La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille de la journaliste du quotidien "El-massa", feu Houda Nadir, décédée en ces jours bénis, priant Allah Tout-Puissant d'accorder à la défunte Sa sainte miséricorde et de prêter patience et réconfort à ses proches. A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons", lit-on dans le message de condoléances.

LE SG DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ L'A SOULIGNÉ :

Le TSGP, un modèle de coopération énergétique transfrontalière en Afrique

Le Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, a souligné, jeudi à Abuja, l'importance du projet du gazoduc Transsaharien (TSGP) comme un modèle exemplaire de coopération énergétique transfrontalière en Afrique. S'exprimant lors d'un panel dans le cadre du Sommet International de l'Energie du Nigéria (NIES 2025), M. Hamel a salué les efforts de coopération régionale en matière d'énergie, en particulier le partenariat entre l'Algérie, le Niger et le Nigéria pour la réalisation du TSGP, qualifiant ce projet de "modèle pour stimuler les inves-

tissements transfrontaliers", selon un communiqué du GECF publié sur son site web. M. Hamel a mis en évidence le rôle stratégique du TSGP pour connecter plusieurs pays producteurs et consommateurs de gaz en Afrique et en Europe, et a insisté sur la nécessité d'intensifier les investissements dans les infrastructures énergétiques en Afrique. Sur ce point, il a rappelé que la demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 32 % d'ici le milieu du siècle, soulignant que l'Afrique, qui détient plus de 8 % des réserves mondiales prouvées de gaz, doit exploiter cette

ressource pour soutenir sa croissance économique et renforcer sa sécurité énergétique. Le Secrétaire général a également mis en avant la Déclaration d'Alger adoptée lors du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF, exprimant son soutien ferme aux pays africains dans leurs efforts pour lutter contre la pauvreté énergétique, élargir l'accès à l'énergie et favoriser un développement socio-économique durable, équitable et inclusif, en conformité avec l'Agenda 2030 des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

INDUSTRIE MÉCANIQUE/SOUS-TRAITANCE

Signature d’un accord de partenariat entre le groupe public ACS et l’entreprise italienne SIGIT

La Holding Algeria Chemical Specialties (ACS) a signé, jeudi à Alger, un accord de partenariat avec l'entreprise italienne "SIGIT", spécialisée dans la fabrication de pièces de carrosseries en plastique et en caoutchouc pour les fabricants automobiles, visant à lancer la production de pièces en plastique et en caoutchouc, indique un communiqué du ministère de l'Industrie. Cet accord, dont la cérémonie de signature a été présidée par le ministre

de l'Industrie, M. Sifi Ghrieb, tend à lancer la production de pièces en plastique et en caoutchouc à travers la filiale, le groupe Plastique et Caoutchouc (ENPC), en vue d'accompagner le secteur de l'industrie automobile pour la fabrication de ces pièces en Algérie et augmenter le taux d'intégration nationale, conformément aux instructions des pouvoirs publics. Le ministère a précisé que cette étape constitue la première phase avant de développer ce partenariat vers la créa-

tion d'une entreprise mixte spécialisée dans ce domaine avec le partenaire italien, en prévision du lancement d'autres marques de fabrication automobile. Le partenaire étranger "s'est dit disposé à réunir toutes les conditions nécessaires, en mettant à profit son expérience de plus de 60 ans, avec le transfert de technologie et la garantie du contrôle qualité, grâce à ses laboratoires de pointe dans le domaine de la certification de conformité", selon le communiqué.